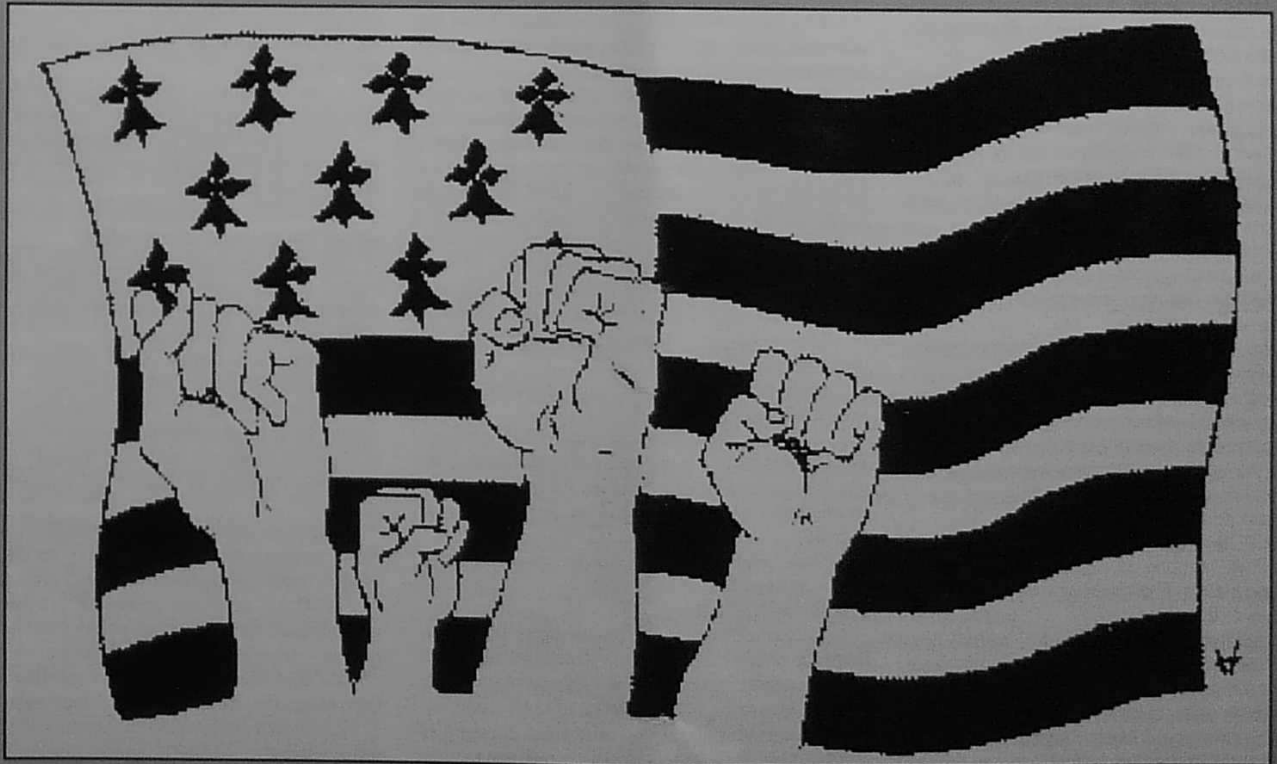


Combat Breton / Kazetenn Emgann Niv.121 15 a viz Kerzu 1995 (décembre) -15 a viz Genver 1996 (1anvier) - 15 lur/15 F

COMBAT BRETON

Kazetenn Emgann

*Poent eo stagan
Bretoned gant...*



ur bloavezh mat !

La Bretagne dans les grèves.

Tenter d'analyser des mouvements sociaux d'envergure et d'en tirer quelques enseignements pour le courant de la gauche nationale que ce journal représente, n'est pas un exercice facile. La parution mensuelle nous y pousse, alors commençons par le plus aisé : le constat.

1. La Bretagne a répondu massivement aux mots d'ordre de grève.

2. Les Bretons fonctionnaires ont suivi à une majorité écrasante les consignes des centrales syndicales et sont descendus en nombre dans la rue.

Un record historique, d'après nos quotidiens. Dans toutes nos villes, les décomptes se faisaient par milliers dans les plus petites, et en dizaines de milliers à Quimper, Lorient, Vannes, St Brieuc, Brest, pour dépasser les 30 et 50 mille à Nantes et Rennes. De jamais vu de mémoire de breton.

Ils n'étaient donc pas tous fonctionnaires et c'est tant mieux pour l'ampleur des cortèges.

Retraités, étudiants, familles et sympathisants étaient aussi de la partie.

3. Ce qui frappait, c'est la détermination et le dynamisme des manifestants, caractérisés par une forêt de banderoles, panneaux et calicots en tous genres. Lorsque l'on sait le temps qu'il faut pour les préparer, on mesure mieux la forte motivation des manifestants.

Ce conflit qui a surpris par son ampleur, commença de manière classique avec les étudiants plantant les premières banderoles.

Bavard, apparemment plus habile que Juppé, trouva miraculeusement dans sa musette quelques milliers de postes d'enseignants supplémentaires (répartis sur 3 ans), et quelques petits milliards pipés dans une sous-direction quelconque...

Tout en restant solidaires de la rue, les cours reprirent assez vite.

Les fraîches amours de la jeunesse et son flirt poussé avec le programme électoral de Chirac, expliquent peut-être que le temps du grand dépit n'était pas encore arrivé.

De plus, les bastions parisiens n'étaient visiblement pas sous tension.

Ce sont donc les cheminots (CGT, FO, Auto-nomes) qui ont fait prendre corps à l'action engagée contre les mesures inacceptables du plan Juppé.

Et ce fut une grève encadrée, responsable, efficace, contrôlée de tout en bout.

Le cœur du conflit battait à Paris.

Vianney, Blondel et Thibaud étaient aux commandes. Paris bloqué, la France étouffée... et les Franciliens marchent, sourient ou rouspient devant les caméras de télévision.

Lorsque l'on sait que les 2/3 de l'activité économique française est concentrée dans la couronne parisienne, on comprend les inquiétudes du patronat et du gouvernement, et les tentatives de déstabilisation exercées par grands médias interposés, avec les vieilles formules, ringardes de «l'usager pris en otage» cent fois répétées. La télé traquait «l'usager marcheur à Paris».

Chirac défendait les langues minoritaires (dont le Français) au sommet de la francophonie, quelque part dans l'ex-empire colonial de ses prédécesseurs. Juppé, victime de contractions aiguës de la glotte, n'arrivait pas à sortir le mot si simple que tout le monde attendait : NEGOCIATIONS.

C'en était touchant de ridicule.



Manifestation du 12 décembre 1995 à Brest (Photo L. Blonde)

Peut-être est-ce ainsi que doivent parler les nouveaux guides de la France, ou la sémantique et la technocratie font bon ménage.

Reconnaissons que pour geler toutes les élections du candidat, Chirac, six mois après son élection son «surdoigt» de premier ministre à tort à faire !!! La France des «vieux» ou des «nouveaux» a encore su préserver quelques structures, héritées de décennies de luttes. «Corporatistes», «obolètes», «ringardes», «dépassées» suivant le bon vocabulaire des «économistes» et autres éditorialistes, ce sont ses syndicats, leurs élus et représentants, sachant faire marcher une calculatrice et s'exprimer à la télé.

Leur vocation : défendre les intérêts et les droits des travailleurs.

Juppé semblait avoir oublié ce paramètre dans ses calculs destructeurs.

A l'image désormais classique d'un nouveau PDG débarquant dans une usine à restructurer, il ne s'embarrasait pas de concertation et de dialogue. Ses technocrates ont planché pour lui. Il a raison et il faut plier.

Chez Doux, Bigar, la Chaillotte ou Tilly, ça aurait pu marcher. A la SNCF ou la RATP, c'est heureusement différent.

Vingt années de montée en puissance du libéralisme, de tentatives répétées de démantèlement des acquis sociaux et de négations des solidarités, de discours hypocrites sur l'exclusion et le chômage.

Vingt années que le patronat nous pousse à la «compétitivité», à la production à outrance, nous abreuve de théories ronflantes sur la «mondialisation» de l'économie, d'ouverture des marchés, de capitaux baladeurs, de main-d'œuvre trop chère, et de couverture sociale inadaptée !!!

Quinze années que nous étions dans la «crise»... La crise avait bon dos et on a failli s'y laisser prendre, anesthésié par les discours, hanté par le chômage.

Avoir un emploi était un privilège. Les garan-

ties sur l'emploi arrachées par les fonctionnaires torturent les cervelles des technocrates des ministères et des trusts.

C'est un mauvais exemple pour les nos des privatisations et restructurations de tout acabit.

Il est reconfortant de constater que cette vaste campagne de sape, n'a pas eu d'effets sur les esprits combattifs et loyaux.

Le réveil s'est produit, et en cela cette grève est une chance pour notre société.

On peut toutefois regretter que la place des exclus, des chômeurs, R.Mistes, CES, etc. fut plutôt maigre dans ce mouvement (toujours la fracture entre travailleurs et chômeurs).

Malheur aux faibles et aux inorganisés et vive le syndicalisme offensif pourrait-on dire...

Cette grève a fait aussi ressurgir tous les aspects de la lutte des classes, sortie du vocabulaire et pourtant tellement actuelle ! Salaires et classes moyennes formant la totalité des troupes dans la rue.

Reactions salariales des besogneux, des lésotés, acceptant bien des sacrifices au nom de la modernisation, de la rentabilité, de l'emploi.

D'accord pour une économie prospère, pour une monnaie forte, mais pas uniquement au bénéfice d'une minorité de nantis et de bourgeois.

Ce sont bien les travailleurs qui font marcher cette économie. Et ils ont droit à leur part.

Le modèle américain n'a pas encore balayé de nos consciences nos réflexes de résistance et d'in-soumissions aux dictats capitalistes.

Merci la grève, et merci les cheminots de nous avoir permis à nouveau d'écouter battre nos cœurs, de nous découvrir plus forts, plus solitaires, plus confiants dans notre capacité à déjouer les manœuvres du capital.

Quelques ombres dans ce tableau que je veux positif :

1. La résignation, teintée d'admiration, de nos

milliers d'O.S. et de salariés de l'agroalimentaire en Bretagne. Ils ont continué à faire tourner les chaînes infernales. C'est à eux que je pense ce dimanche soir. Puisse la résistance des organisés donner à quelques-uns d'entre eux la force et le courage de monter un syndicat dans chaque usine.

Le SMIG a vie, un couteau à la main, les 2 x 8 et souvent des brimades et le patron supprimant les heures sup. pour les faire récupérer quand bon lui semble.

Un jour prochain, ce couvercle sautera et gare aux dégâts !!!

2. La deuxième contrariété vient bien sûr de la position de la CFTD bien implantée en Bretagne.

Les circonvolutions de Nicole Notta en ont décontenancé plusieurs.

Les rassemblements séparés laissaient apparaître un drôle de sentiment de gêne, de suavisisme parisien, d'accroissement à un double langage complètement déplacé dans le contexte de forte mobilisation.

Plusieurs sections locales appelaient à participer aux manifs, et ont plaidé l'unité dans la lutte.

Je serais curieux de connaître le taux de non renouvellement de cartes CFTD en Bretagne, après ce triste épisode qu'il faut vite oublier.

La tristesse, c'est que la Bretagne dans ce conflit n'a pas su faire connaître sa différence. Jusqu'aux «gwenh ha du» familles de tous nos manifs qui avaient aussi disparu.

Je ne parle pas bien sûr d'une représentation quelconque de syndicat breton. Il n'en existe hélas toujours pas.

C'est dommage à plusieurs titres dont celui-ci : un conditionnement des esprits à répondre aux directives nationales françaises. Mais pouvait-il en être autrement dans une grève de la fonction publique française en Bretagne ? En Bretagne donc où le pouvoir syndical et politique, plus que jamais, s'exerce à Paris et de Paris.

Les Bretons fonctionnaires auront toutefois contribué par leur extrême mobilisation à mettre un frein aux réformes Juppé et à faire annuler quelques projets néfastes dont la suppression de quelques centaines de kms de voies ferrées, de dizaines de gares...

Ils auront retrouvé une part de leur dignité et donné espoir à d'autres pour enlancer d'autres combats, combatu l'ultra libéralisme, le productivisme, ses dérives et ses conséquences (notamment sur l'environnement en Bzh), la négation de la place du travailleur breton dans nos entreprises, son exploitation au nom d'une compétitivité aux données toujours tirées vers le haut. C'est la voie que nous devons essayer de tracer et d'encourager pour cette année nouvelle en ces lendemains de grève.

Nous savons aussi qu'une réduction significative du temps de travail soulagerait nos compatriotes et donnerait du travail à d'autres. Et que l'on ne nous dise pas que ce n'est pas possible. En Allemagne, Volkswagen fait des bénéfices avec une moyenne de 29 h par semaine sans diminution de salaire pour les ouvriers des chaînes.

Le chômage et l'exode, voilà bien aussi une

Kevredigezh



Lorient : les manifestants bloquent les ports (photo O.F.)

préoccupation constante du père et du militant que je suis. Mais notre Bretagne à des ressources, en tous genres. L'intelligence et le savoir-faire des Bretons sont loués à travers le monde. L'état français nous empêche pour l'instant de nous exprimer pleinement. Nos talents, notre force de travail et de production, les inventions de nos chercheurs doivent être mis d'abord au service de notre peuple pour un mieux-être de tous.

Mon principal souhait pour cette année nouvelle sera donc que les Bretonnes et les Bretons prennent pleinement conscience de leurs forces et mettent leurs énergies au service du développement économique de leur pays, dans une approche sociale et culturelle bretonne.

Bloavez mat d'an holl ha bevez Breizh !

Y.P.

J'ai manifesté et pourtant...

La grève dans le service public concernant la retraite et par ailleurs contre le plan sécurité sociale, très suivie en France et en Bretagne avait pour but d'exiger du gouvernement français des modifications voire le retrait pur et simple de mesures comme le plan Juppé. Les syndicats français, demandant ensuite au même gouvernement, ou à un autre mais toujours français, des mesures corrigées, destinées à l'ensemble de l'hexagone, dont la Bretagne.

Et c'est là que cela tourne. Comment s'exprimer dans ce cas, justement en tant que Breton ? Les syndicats français FO, CGT particulièrement, ont lancé via leurs relais locaux, des vagues de protestations de manifestations.

A Kemperle, par exemple, la mobilisation a été très forte, jusqu'à 3 500 personnes dans la rue : pour la plupart des gens préoccupés par l'aspect social du problème. Et là le sus d'accord. Le contrat de plan pour la SNCF aura pour conséquence d'enterrer les petites gares comme Kemperle (ou les cheminots se battent depuis déjà longtemps) : la privatisation de France Télécom entraînera notamment une augmentation des tarifs afin de «s'aligner sur la concurrence» (merci Maastricht !!!) ; le plan Juppé fait payer les salariés au lieu de s'attaquer aux vrais problèmes : augmenter le paiement des cotisations sociales dues par les grandes entreprises comme France Télécom, taver le capital et non pas le travail, forcer ces grandes entreprises à investir dans l'économie et pas dans le capital, réduire le temps de travail...

Donc, les syndicats ont évidemment raison d'appeler à la grève et aux manifs. Cependant, pour moi, cette question sociale ne peut se dissocier d'une autre : la question purement politique.

Je suis bretonne et pour ce qui concerne la Bretagne, la solution ne peut pas venir de Paris, mais de nous-mêmes. Une solution française ne tiendra pas compte des intérêts bretons.

Et cet aspect est aussi important que la question sociale car les deux sont englobés dans un projet de société global.

Alors, comment faire pour exprimer cela, sans cautionner le système français qui nous gouverne ?

Par exemple, à Kemperle, manifester côte à côte avec les enseignants ou parents de l'école publique Breizheux, les mêmes qui refusent l'accès aux enfants bretonnants de Diwar en face, cela pose quand même un problème : car fondamentalement nous défendons des systèmes qui s'affrontent, même si chacun défend le service public : l'un est français, l'autre est breton. Mais alors faut-il ne pas manifester et rester passif ?

En l'absence de positions de la part de mouvements comme Emgann, qui pourtant fait de la dimension sociale un fer de lance, en l'absence de positions d'un mouvement syndical breton (ou est-il ?), ce n'est pas facile. Je n'ai pas vu ou lu de signes à Emgann, signes que sans doute des bretons, même non membres d'Emgann attendaient. En tous cas en ce qui me concerne, je suis allée manifester. Le gwen-ha-du que je portais était le seul de la manif. C'était le signe exprimé d'une dimension supplémentaire dans la revendication. C'est quand même un peu léger. Les problèmes sociaux sont bon d'être réglés. A Emgann de se positionner, d'être actif et de servir d'aiguillon aux Bretons qui se posent des questions et cherchent des solutions. Ce n'est pas parce que le mouvement syndical breton est faible qu'il faut le laisser à d'autres.

M. Kemperle

Libre chronique
de Yann Orveillon

«Au pays du grand Mensonge»

Nous donnons ici la parole à Yann Orveillon, un breton revenu vivre en Centre-Bretagne après plusieurs années d'exil. Yann Orveillon livre ses «Libres Chroniques» chaque semaine sur Radio Kreiz Breizh. Elles feront l'objet d'une édition ultérieure.

Y a-t-il différences plus évidentes, plus flagrantes que celles entre les promesses du candidat Chirac et du gouvernement Chirac-Juppé ? Y a-t-il gouffre plus large, plus profond entre gouvernements et gouvernés, ou gisent-ils - tandis que les bords s'éloignent irrémédiablement - les illusions d'âge peine plus de 50% des Français ?

Une fraction importante de gens modestes, de salariés et de jeunes ont hélas pu croire que leurs intérêts immédiats comme leurs espoirs, en termes moyens pouvaient être représentés, défendus par ce gouvernement-là, ce président-là, alors qu'il est constitué et mandaté pour défendre exclusivement les intérêts de la finance spéculative du capital le plus exploiteur et de la banque la plus usurière.

Mais il faut bien reconnaître que depuis 1981 jusqu'à 1994 et mises à part les périodes de cohabitations, ce sont les partis de gauche et notamment le parti dit «socialiste» qui a gouverné et est posé plus en bon gestionnaire des intérêts de la bourgeoisie qu'un représentant sincère et combatif des intérêts des travailleurs, des éternels spoliés du partage des richesses et des droits. Cela explique que d'espérances fracassées en illusions perdues, il se soit trouvé une courte majorité pour vouloir essayer «autre chose».

Mais ce gouvernement - avec ses mandats balleurs de fonds et sergents recruteurs - qui va de la droite la plus classée aux granges de la droite la plus extrême, et aidé par cette extrême droite, surtout dans les coulisses des officines et clubs, et dans le secret des isolaires, ne saurait en aucun cas, jamais, représenter et défendre si peu que ce soit les intérêts des travailleurs et de leur famille, des idéaux de partage et d'égalité, de justice et de fraternité, de progressisme humaniste et de liberté... on ne mène pas l'eau et le feu ! La fanfare tonitrue d'un républicanisme ostentatoire de M. Seguin et de quelques autres n'y changera rien, ne changera rien au fait qu'aujourd'hui on trahit la république au nom de la république, on pétrit ses idéaux en prétendant honteusement, scandaleusement les sauver.

D'ailleurs, il faut en être convaincu, ce gouvernement soutient la protection sociale de la même façon que M. Seguin soutient Juppé, c'est-à-dire «comme la corde soutient le pendu».

Comme une image d'Épinal dont il est maire, M. Seguin veut s'imprimer dans les rétroviseurs, rester dans les mémoires, car il veut, n'en doutons pas, être Calife à la place du Califé et Chirac et la droite sauront s'en souvenir, nous faire diversion, changer l'habillage de la même pillule. Car tous, de Madelin à Seguin, sont d'accord sur les buts et pour l'essentiel sur les moyens, mettre à genoux les travailleurs

et la jeunesse de ce pays, ils ne divergent que sur les rythmes.

Depuis 1973 maintenant et tout particulièrement depuis 1981, on demande toujours aux mêmes - aux travailleurs et à leur famille, aux jeunes, aux retraités, de consentir au nom de l'intérêt supérieur du pays les sacrifices, tous les sacrifices.

En s'appuyant sur le chantage à l'emploi, en mettant en concurrence entre eux des travailleurs et des jeunes, des salariés et des chômeurs, des nationaux et immigrés, les gouvernements successifs et en première ligne le patronat, ont attaqué et mis à mal toutes les conquêtes sociales, tous les droits et acquis de plus d'un siècle de luttes sociales.

Les gouvernements successifs depuis plus de 20 ans et avec un manque de vergogne évident, un culot grandissant ont sacrifié les conquêtes sociales, édicté des lois liberticides, piétiné la dignité de millions de gens, tué l'espoir dans la tête de millions d'autres, permis que pour la première fois dans l'histoire de ce pays le fascisme trouve une base de masse.

Dans le même temps, des fortunes colossales se sont constituées, les coffres des banques et des comptes secrets en Suisse et dans les grandes places boursières sont pleins d'or et d'argent à faire craquer les jointures.

Quoi qu'ils en disent, il n'a jamais fait aussi beau être patron, car depuis plus de 15 ans, c'est dans des proportions toujours croissantes et jamais terminées que l'on fait au patronat cadeau sur cadeau, prime de ceci, exemption de cela, remise

de ceci, exonération de cela, main-d'œuvre gratuite et sous payée, exonération des charges sociales, mépris des droits du travail, carambouille et faillite frauduleuse, escroquerie et corruption. On a vu des patrons comme des esclavagistes modernes, menacer, maltraiter leurs employés, les licencier sans préavis, brutalement, exiger qu'ils programment eux-mêmes leur diminution de salaire sous peine de licenciement pour finir par les licencier après qu'ils aient accepté.

On ne peut pas toujours demander aux mêmes et accés aux études, ont tous les droits et avantages de fermer les yeux, et de serrer les dents, on ne peut pas toujours exiger des mêmes qu'ils se serrent la ceinture et se laissent, alors que ce sont toujours les mêmes qui vivent dans l'aisance, ont accès aux études, ont tous les droits et avantages, se vautrent dans les privilèges de la richesse.

Cela suffit ! travailleurs, salariés et chômeurs, jeunes et retraités, étudiants et apprentis, employés du public ou du privé, ouvriers et paysans, tous en ont assez, il faut que cela cesse !

On ne peut espérer que les travailleurs vont de gaieté de cœur dresser l'échafaud et puis aussi tresser la corde qui va les pendre, et puis - au point où l'on en est arrivé - pourquoi pas passer volontairement la tête dans le nœud coulant en chantant des psalmes.

C'est pourquoi, par millions, toutes catégories confondues, ils entrent dans les manifestations, les luttes sociales, la grève.

C'est pourquoi cette grève, malgré les atterroissements des directions syndicales, le peu de clarté des mots d'ordre et le manque de coordination, voire la collaboration honteuse comme dans le cas de Nicole Notat et d'une partie de la CFDT, se renforce, s'étend, se généralise de jour en jour.

Mais soyons sans illusions car l'heure est à la lucidité et à une résolution farouche, si des coordinations «démocratiques» et des comités de grève, ne se mettent pas en place partout et de suite, si des

revendications claires ne sont pas élaborées et soutenues, si une unité solide et combative n'est pas imposée par la base au sommet, si la vigilance et la démocratie ouvrière n'est pas l'outil affûté des luttes, celles-ci risquent de n'être pas victorieuses tant il est vrai qu'il y a l'autorité, la volonté, la manière sur la forme et sur le fond.

Tous doivent être parfaitement conscients que les luttes engagées aujourd'hui ne sont en aucun cas catégorielles, qu'elles sont menées par chacune des catégories qui s'y engageant pour la défense des acquis, des conquêtes sociales, de l'intérêt commun.

Défendre aujourd'hui le droit à une retraite décente à un âge raisonnable, le libre accès pour tous aux études, au travail et à la protection sociale, c'est une bataille pour le droit, la justice, la liberté, la vie.

Cette bataille est décisive, si les travailleurs la perdent les conséquences en seront tragiques.

Je me souviens qu'en 1967 nous nous sommes battus et avons défilé souvent, résolument pour faire reculer De Gaulle et son gouvernement, pour faire abroger les lois de réquisitions des mineurs et les ordonnances scélérates sur la Sécurité Sociale déjà à nous y sommes parvenus !

Par centaines de milliers, par millions en 1966, 1967 nous sommes entrés en lutte encore et encore jusqu'à la grève générale de 1968 qui, bien que trahie par la négociation des bureaucraties syndicales alors que Mauriac disait «J'ai senti vaciller l'état» et que le pouvoir était ébranlé, a fait reculer l'état bourgeois. Il faut que tous sachent et comprennent, soient bien persuadés que la grève générale de 1968 a gagné, arraché, malgré tout, un répit, un long délai au bénéfice des travailleurs et contre les plans de la bourgeoisie.

Aujourd'hui et depuis longtemps déjà, ce délai est terminé et il faut, en attendant que le peuple travailleur, ses ouvriers, employés, fonctionnaires, paysans et jeunes dégagent par la lutte le socle théorique sur lequel il se restructurera et reconstruira les outils de combat de ses syndicats et partis, imposera justice et protection sociale, respect de ses libertés et de sa dignité, que cette montée en puissance des luttes sociales continue et impose à ce gouvernement de reculer.

Depuis trop longtemps, l'argent qui n'a pas de patrie nous agite le drapeau et la préférence nationale sous le nez, depuis trop longtemps on nous dit que l'histoire est finie, qu'on vit le règne de la pensée unique, que l'Europe d'aujourd'hui et ses plans réactionnaires sont un bien nécessaire, que la mondialisation de l'économie et ses champs de carnage sont inévitables, vingt ans que l'économie se «redresse», que «la croissance» est là, vingt ans que l'on consent des sacrifices et que l'on doit en consentir encore, vingt ans que des millions vivent au mois le mois, au jour le jour sans espoir et sans avenir !

Aujourd'hui nous sommes des millions et des millions à entrer dans la lutte.

Aujourd'hui nous sommes des millions et des millions à en avoir assez des manipulations, à en avoir assez de vivre au pays du grand mensonge.

Demain, je serai en grève et je vous dis, à vous tous, qui vous reconnaissez pour tout ou partie de ce que je dis dans ces chroniques, salut et fraternité, et à bientôt dans la lutte.

Yann Orveillon,
«Libre chronique», n° 39 sur RNB le
6.12.1995.

Marie-Josée Chauvin.

43 jours de grève de la faim contre les ventes adjudicatives.

Le 2 novembre, Marie-Josée Chauvin s'installait dans une caravane placée de la Mairie à Plonéour-Lanvern pour y mener une grève de la faim, afin de protester contre son expulsion suite à une vente adjudicative. Plus largement, elle entendait dénoncer le procédé des ventes adjudicatives et réclamer un réaménagement des lois en la matière.

Persuadée que son geste avait rencontré des échos favorables auprès de la population mobilisée par un comité de soutien fort de près de 800 personnes et des élus, dont certains seraient prêts à proposer une réforme législative sur le sujet, Marie-Josée Chauvin a mis un terme à sa grève de la faim au bout de 43 jours.

C'est avec l'accord de son médecin qu'elle a accepté d'être hospitalisée et réadmettent après une perte de poids de 20 kg.

Quant à son cas personnel, le dossier est actuellement en Cassation.

Fausse factures du SIVOM de La Baule.

Olivier Guichard cité aux Assises.

L'ex-directeur du SIVOM de La Baule, Roger Potot, comparaitrait début décembre devant les Assises à Rennes. On l'accuse d'un détournement de 20 millions de francs au profit d'une entreprise, Promaint, intéressée par les services d'eau et l'assainissement.

Des le deuxième jour du procès Roger Potot mettait en cause les élus. Olivier Guichard, président du SIVOM de La Baule à l'époque des faits, en particulier, «Olivier Guichard signait sans regarder, tout ce qu'on lui présentait». «Quant aux budgets annuels je devais les présenter à M. Guichard en 1 minute 45, le temps d'aller de son bureau à la salle de réunion».

Au cours de l'audience, le juge d'instruction a déclaré «qu'après une perquisition à la mairie de La Baule et des proches de Roger Potot au sujet d'Olivier Guichard elle avait demandé au procureur d'étendre le champ de l'enquête. Ce qui lui a été refusé», écrit Serge Poirot en compte-rendu d'audience pour Ouest-France.

Cité comme témoin, Olivier Guichard s'est vu demander par le président : «Il vous arrivait de lire ce qu'on vous faisait signer ?».

Commentaire du journaliste : «Mais on

Brest : deux mois de «liberté» pour Kaddour.

Kaddour est né en Algérie il y a 30 ans, mais il n'y a vécu qu'une dizaine d'années. Il vit depuis à Brest où il s'est parfaitement intégré. Suite à des débâcles financières, Kaddour s'est retrouvé sous la menace d'un arrêté d'expulsion signé par le préfet du Finistère. Transféré à Marseille, il s'est taillé des veines pour ne pas être renvoyé en Algérie. Le tribunal l'a condamné à deux mois de prison avec sursis sans remettre en cause l'arrêté de reconduite à la frontière.

Ses amis regroupés dans le «Collectif pour le retour de Kaddour» ont demandé à être reçus par le préfet afin qu'il lui soit permis de rester en Bretagne jusqu'à ce que le tribunal administratif de Nantes examine son dossier.



Manifestation à
Saint-Brieuc
(O.F. 6.12.95)

Karaz, St Tegoneg, tra ma oant o tleplegñ div oamp ni e gwirionez...

Traou brav oa bet korlet gant an testou koulskoude oa ket ?

Traou brav va. Mæz koraz, Karaz, an Ao Jeudy, 'n oa korlet penaos e oa bet emret Euskariz e Karaz...

Penaos e cheller barn 80 a dud dindan 5 devezh ?

Se, ur prosez ? Nam ur farsadenn eo bet, d'ober sin ha setu tout, pep tra oa graet an arak.

Ha goude 'oas deut da welout da vreur war ar Menez Bre ?

Ya, dlozhu pa voe eue, e tro 11 eur hor boa debret un tamm hag e oamp deut en doa ar Vreizh gant ar c'harr...

Pa 'z pos Kevet ar proklor o c'houlenn bloavezhioù...

Ya, bloavezhioù 100 devezh en holl pe da vat pe gant gouez, kamet-se evid an Euskariz. Met ar Vreizhon o deus c'hoant...

Da alvokad 'oa Yann Choucq ? Petra 'n deus displeget en ?

Ma hini oa ya, met 25 den en doa da zifenni. Mat, peogwir eo bet fenn an tamm 'rade a sepor ingalier...

A-benn dougen an tamm a 'association de malfaitteurs' eo tel ma krouz 2 pe 3 zan da vitanat, gant ar pal...

Evidout, ar pezh a oa bet laret gant an alvokaded ne checho netra ivez ?

Gwir oa pezh o doa laret met ar barnar Steinmann a chome evel ur maen...

An alvokaded o doa komzet betek 10 eur 30 noz ha c'hoazh, da 10 eur nemet 10 en doa laret ar barnar e vije...

Ur pemzek alvokad bennak oa bet Kevet en ur ober un hunter-devazh.

Penaos e cheller barn 80 a dud dindan 5 devezh ?

Se, ur prosez ? Nam ur farsadenn eo bet, d'ober sin ha setu tout, pep tra oa graet an arak.

Ha goude 'oas deut da welout da vreur war ar Menez Bre ?

Ya, dlozhu pa voe eue, e tro 11 eur hor boa debret un tamm hag e oamp deut en doa ar Vreizh gant ar c'harr...

Sonjal a ra dit e c'helle se kaout ur pouez-bennak...

O, ma teu ur bern tud ar vanifestadeg a Montroulez a benn ar 16, ma liñv an oud, ma vez graet brud en dro...

Nevez 'zo, zo bet lapet tud e Naoned reoù all e Roazonn gant armoù. Ar gwir 'zo gant ar barnar neuze ?

A ya, met bep tro ur ar polis e vez bet kavet armoù gant an dud. Me n'on ket pouez da laret manevet ni n'ana-

vezan ket an dud-se. Se eo ar pezh a lar ar polis met ne gevomp nemet ur son, n'ouzomp ket.

Evidout, n'az peus ket keuz da vezañ bet degemeret Euskariz ?

A namn tamm ebet, me 'm eus anavezet an dud se, roet dezho ur gwel, un doenn, ur plas ouzhi fad, korlet kazi ganto...

Duma eo lakat an holl ar c'harr hag an holl nerzh da waskañ, da gasañ. Ar pezh a vije echomm eo lakat an holl en dro...

Ar pezh a vije echomm eo lakat an holl en dro d'ou z'hoarvezout en lwerzhon bremañ. Rak an holl a oar eo c'hoarvezout eo sarfet an traoù da ac'huiñ. Poent eo d'an Euskariz kout ar pezh en o dro.

Lorient, premieres reactions après les condamnations des Basques et des Bretons.

Devant le Palais de Justice, un drapeau français a été brûlé.

80 manifestants environ se sont rassemblés ce mercredi soir devant le Palais de Justice de Lorient (Morbihan) pour protester contre la condamnation de 71 Basques et Bretons par la 12ème chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris (France).

Précédés de drapeaux rouges, basques et bretons. Les manifestants sont passés en cortège devant la sous-préfecture puis devant le commissariat de police aux cris de «Police française, complexe du G.A.L.», pour se rendre, par les rues du centre-ville, jusqu'au siège de la Fédération Morbihannaise du Parti Socialiste Français.

Devant le local, un créateur a dénoncé la responsabilité des dirigeants socialistes français dans les rafles policières qui ont amené la mort de Jean Groux, militant breton arrêté à Rezé (Loire-Atlantique) en Bretagne) en novembre 1992, et les arrestations de plus d'une centaine de Bretons en 1992. Bretons dont 35 ont été condamnés aujourd'hui. La complexité des responsables socialistes français, de magistrats et de policiers dans l'activité des G.A.L. - Groupes Antifrontistes de Libération - (successeurs de la mort créés et dirigés par les responsables socialistes espagnols comme José Barrionuevo, ancien Ministre de l'Intérieur et Felipe Gonzalez, Premier Ministre) qui ont comme 27 assassinats au Pays Basque Nord («français») entre 1983 et 1987 contre les réfugiés politiques basques et la population, a été dénoncée. Des slogans hostiles («P.S. français = G.A.L.») et des affiches dénonçant les complexes français des G.A.L. ont été apposés sur les murs du local socialiste. La manifestation s'est ensuite dispersée sans incidents.

Cluade Le Dugou, porte parole du Comité Lorientais de Soutien aux Bretons, mis en examen.

LA REACTION D'EMGANN.

Le verdict prononcé par le Tribunal de Paris à l'encontre des Bretons poursuivis pour avoir offert l'hospitalité à des réfugiés Basques fuyant la répression et la torture est conforme à la nature même de ce procès à savoir qu'il s'agit d'un geste politique de la part du bras judiciaire de l'Etat français.

Loin de pouvoir casser, par le nombre et la lourdeur des peines, devant justice l'an ferme pour Armie Lagadoz, les liens d'amitié entre Bretons et Basques, ce procès va renforcer les solidarités face aux Etats français et espagnols.

Emgann exprime son entière solidarité à l'égard des condamnés bretons et basques et réaffirme son soutien à la lutte du peuple basque pour sa liberté.

Emgann



Anne Le Jeune o ter'fiel ar giton e manifestadeg Montroulez (L. Blonde)

Manifestation pour l'unité politique de la Bretagne. 900 personnes à Nantes le 17 décembre.

Les conditions n'étaient pas optimales pour réunir le maximum de manifestants, tant les manifestations sont nombreuses en ce moment. La veille, à Morlaix, un rassemblement de soutien aux Bretons incrimés pour avoir donné asile à des réfugiés basques réunit plus de 1 500 personnes. Des manifestations à caractère social étaient organisées dans plusieurs villes de Bretagne. Ajoutons à cela un brouillard épais qui décourageait de sortir de chez soi.

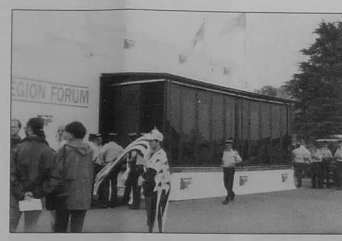
Pourtant 900 personnes environ s'étaient donné rendez-vous le 17 décembre afin de protester contre la venue du car-forum des Pays de Loire (voir «Combat Breton» de septembre) dans la capitale bretonne, et plus largement pour contester le découpage régional et exiger l'unité politique de notre pays. Les fonctionnaires, craignant pour la sécurité du véhicule, refusèrent le déplacement à Nantes prévu les 17 et 18 décembre. Un premier succès donc, à mettre au compte du «Front contre les Pays de Loire» et du «Comité pour l'Unité Administrative de la Bretagne» (CUAB), organisateurs de la manifestation.

Après quelques chansons traditionnelles du Pays Nantais, un premier discours de Nikolaz Chavain, porte-parole du «Front contre les Pays de Loire», rappelle le contexte de la manifestation. Le car-forum, financé par le Conseil Régional pour contribuer à créer un sentiment d'appartenance à la Région, est une provocation. De structure administrative, la région Pays de Loire veut se créer une identité «régionale». Celle-ci ne peut se faire qu'au détriment des identités diverses existantes bretonne, vendéenne et angevine. Dans ce sens, la région est nuisible à la Bretagne, les Bretons ne peuvent se satisfaire du statu quo actuel.

Le Front contre les Pays de Loire, créé en septembre de cette année pour réagir à la provocation du car-forum s'est illustré par plusieurs actions spectaculaires. Quelques militants ont renversés les présentoirs de tracts dans le car-forum à la Baule, Chateaubriant et Machecoul. Deux personnes nantes ont été déjà présentées devant le tribunal de Nantes le 16 janvier 1996 à 16 h, quatre autres risquant d'être poursuivies. A chaque étape du car en Loire-Atlantique, les fonctionnaires ont été contraints de se protéger derrière les forces de gendarmerie.

Une délégation de Nantes a pacifiquement manifesté devant le siège du Conseil Régional de Bretagne à Rennes, puis a remis une lettre à M. Yvon Bourges, Président de la Région, lui demandant de mettre en marche, en concertation avec les autres élus, le processus de réunification.

Enfin, Jean-Marie Ayrault, Maire (PS) de Nantes, répondit il y a quelques jours à une lettre du Front lui demandant de prendre position sur l'unité de la Bretagne. Le premier magistrat de Nantes confirmait son attachement à l'identité bretonne de la ville, qu'il avait exprimé dans une interview récente au journal parisien «Le Pays Breton». Il illustrait ses propos en évoquant l'aménagement des Musées du Château des Ducs de Bretagne, et la place de l'Histoire de Bretagne dans ce monument. Cependant, il expliquait son choix de fusion



L'une des nombreuses manifestations contre la présence des camions-forum Pays de Loire. Le 17 décembre à Nantes, le camion n'est pas venu !

des entités administratives Bretagne et Pays de la Loire dans une même région administrative «au sein de laquelle l'identité bretonne retrouvera poura exprimer son originalité et sa force d'entraînement particulières».

Ce projet est légèrement différent des propositions faites par Charles Pasqua dans le gouvernement Balladur, c'est-à-dire l'ensemble Bretagne-Pays de la Loire incluant une partie de la Normandie et du Poitou-Charente. Dans le projet évoqué par M. Ayrault, les 4 millions de Bretons seraient associés à 2 millions d'Anglais et Vendéens, dans une région dont le nom ne ferait peut-être pas référence à la Bretagne (Région «Ouest» ou «Loire-Armorique» ?).

La lettre a bien sûr le mérite de montrer que le Maire de Nantes ne croit pas beaucoup en l'avenir des Pays de Loire et en la pérennité des frontières régionales. Mais l'argument du «Grand Ouest» est parfois avancé par les responsables politiques et syndicaux prompts à évoquer les faiblesses des Régions actuelles dans le cadre européen. Il faut ici souligner que le problème se pose plus en terme de moyens, notamment financiers, qu'en terme de superficie ou de population. Une grande région n'est pas nécessairement plus riche qu'une région plus petite. L'Irlande est moins peuplée et moins riche que la Région Rhône-Alpes, tout en fusionnant l'Irlande avec une autre région ?

D'autre part, où trouver la cohérence et la solidarité régionale ? L'entité «Pays de Loire» étant absurde et artificielle, que peut-on attendre d'une région «Grand Ouest», agrégant la Bretagne, à l'identité forte et tournée vers la mer et l'Ouest conservateur français ?

Mais peut-être Jean-Marie Ayrault raisonne-t-il avant tout en termes de «ressau de villes», et non d'espace régional, cadre plus facile à maîtriser pour tous les élus socialistes, comme Edmond Hervé ou Bernard Laignant ?

Jean Gevaër prenait la parole au nom du CUAB. L'ancien président de la fédération exprima son rejet de la propagande pour les Pays de Loire, qui rappelle selon lui celle de l'armée allemande d'occupation pendant la guerre. Il dénonça vivement les forces de police pré-

sentes aux alentours de la manifestation et rappela quelques témoignages historiques sur la bretonnité de Nantes.

Avant de circuler dans le centre-ville, les manifestants se rassemblèrent autour d'un feu sur la place publique alimenté par les journaux régionaux, les cartes routières Pays de Loire, les drapeaux et calicots «Ces travaux sont financés par la Région...», et une tôle en carton-pâte représentant Olivier Guichard. Quelques drapeaux tricolores furent aussi lancés dans le foyer.

Le Front contre les Pays de Loire, dans un second discours, insista sur le fait que cette manifestation ne marquait pas seulement le terme d'une campagne d'actions répondant à une initiative du Conseil Régional, mais le début d'un mouvement de résistance.

Selon ce mouvement, l'action doit porter sur trois axes :

- la Bretagne réunifiée est le seul cadre politique où les intérêts bretons peuvent s'exprimer. Ce combat doit réunir tous les Bretons, pas seulement ceux de Loire-Atlantique. Le but du Front est donc clairement la destruction des Pays de Loire et l'intégration de la Loire-Atlantique dans l'actuelle «Région Bretagne» ;

- la région Pays de Loire se manifeste par la propagande initiée par le Conseil Régional. Il faut donc s'attaquer à toutes ses initiatives destinées à créer une image de marque et une identité au «Pays de Loire». Sont aussi visées les entreprises qui utilisent le terme «Pays de Loire» à des fins commerciales ou les associations qui en font usage ;

- le Front contre les Pays de Loire se refuse à justifier l'appartenance de la Loire-Atlantique à la Bretagne. C'est une vérité historique et une réalité culturelle quotidienne, qui ne sont d'ailleurs pas niées. Il n'interrogera pas les élus sur leur sentiment, mais sur ce qu'ils entendent faire pour réunifier la Bretagne, et en tirera les conclusions.

Après un défilé en ville, qui lui fit gagner quelques dizaines de participants, la manifestation se dissolva vers 18 h, sans incident.

Tangy Manach

Le Comité Insurrectionnel Breton contre les Pays de Loire

Du haut de son perchoir de la région Pays de la Loire (qui n'existe que dans quelques conveys atrophés et soucieux du conformisme ambiant), le bon sieur Guichard, toujours à l'affût d'une manière inédite de dépenser les deniers des contribuables harassés, nous envoie donc son camion de propagande. Ce qui, au passage, en dit long sur la notoriété de cette «région».

Comparés à cet effort, tous les précédents essais de désinformation et d'abrutissement, tentés par des administrateurs plus ou moins respectables, apparaissent comme de la franche ngolade.

Face à cette débauche de moyens, il faut hélas constater que la riposte laisse songeur. Les mandarins mollassons de l'UDB s'agitent dans le calme, sans doute sont-ils trop occupés à passer quelques accords secrets avec le PS en vue d'obtenir des postes de subalternes et de gratifications papilleux dans quelque municipalité dite «de gauche».

Quant au CUAB, dont le seul nom donne déjà envie de sourire, il lance une fois de plus une de ces sempiternelles pétitions dont il a le secret. Pétition qui, sans coup férir, ira encombrer la corbeille à papier d'un sous-secrétaire d'Etat parisien. Las ! Ces tristes gestuclatations de bureaucrates bretons ont depuis longtemps fait leur preuve, qu'un sursaut de réalisme et de clairvoyance nous permet de résumer d'une formule lapidaire : ça ne sert à rien.

N'attendons pas non plus de quelques notables parachutés qui ils présentent une oreille attentive à nos doléances : quand on leur parle de «Nation Bretonne», ils répondent : «état français». Leur étroitesse d'esprit n'est plus à prouver.

A une époque pas si lointaine, la quiétude des nuits bretonnes était troublée par l'explosion de quelques bombes, et les manifestations avaient nettement plus d'ampleur que les cortèges empressés d'aujourd'hui. En 1995 ? Rien ! Certains auraient-ils oublié que les Bretons ne sont écoutés que lorsqu'ils font peur ?

Pour nous, la cible reste cette région et ce qui la représente en Bretagne : l'odieuse palais de région sur l'île Beaujeu, à Nantes. Guichard, à côté de ton palais (repaire de tes complices et de brigands de toutes tendances), tu as fait ériger une statue qui, tel un chef d'orchestre, tient une baguette et semble conduire un ensemble instrumental. Souviens-toi qu'un jour tu danseras sur une toute autre musique !

VIVE LA BRETAGNE LIBRE ! Comité Insurrectionnel Breton (CIB) - Nantes-Bretagne

NANTES EN BRETAGNE.

Pour les footeux aussi.

Nostalgiques des derbès d'antan entre Rennes et Nantes, Paul Delacroix, chroniqueur sportif à Ouest-France, écrivait lors de la dernière rencontre entre les deux capitales bretonnes : «On aime ce folklore, ces rendez-vous qui permettent de rappeler que Nantes est en Bretagne et que le Château des Ducs de cette même Bretagne est à Nantes».

Nempêché, l'illustration de l'article montre de nombreuses hermines et une gigantesque banderole «Où est le Château des Ducs ?». Vraie histoire ?

Questionnaire diffusé lors de la manifestation contre les Pays de Loire, dimanche 17.12 à Nantes.

Question 1 - Pour vous les initiales PDL, signifient :

- a - Poissons De Loire
b - Pas De Lat
c - Pollution de Loire
d - Rien du tout

Question 2 - Selon vous, si la Loire-Atlantique n'est pas rattachée à la Bretagne, à quoi faudrait-il la rattacher ?

- a - La Tanzanie
b - Le Pays Basque
c - La Région Parisienne
d - L'Archipel de Mouroua

Question 3 - Vous voulez convaincre Guichard de disparaître de la scène publique. Pour mener à bien cette louable intention, que faites-vous ?

- a - Vous discutez calmement avec lui en lui expliquant qu'on l'a assez vu.
b - Vous lui servez un autre verre.
c - Vous vous déguisez en dragageuse et tentez de le séduire.
d - Vous lui collez votre poing dans la gueule, depuis le temps que ça vous dérangeait.

Question 4 - Afin de faire comprendre aux pouvoirs publics que vous ne vous êtes pas du tout senti concerné par leur camion-forum et que vous

n'avez pas apprécié que vos impôts soient utilisés de manière si stupide, vous allez...

- a - Faire sauter le camion.
b - Le demander - gratuitement - pour votre déménagement à Vladivostok.
c - Exiger de le voir transformé en benne à ordures.
d - Passer votre permis poids lourds et l'utiliser en allant au boulot.

Question 5 - Des manifestations contre la venue de ce camion ont eu lieu régulièrement. Selon vous...

- a - C'est bien, au moins ça faisait un peu de monde autour du camion.
b - Et c'était en faveur de quoi ces manifs ?
c - Contre la venue du camion de propagande des PDL, on vous l'a dit dans la question.
d - Il y avait des policiers qui étaient autour, il fallait bien justifier leur présence.

Question 6 - A votre avis, le rattachement de la Loire-Atlantique à la région Bretagne pourrait :

- a - Permettre la constitution d'un espace Universitaire cohérent.
b - Augmenter la contrebande de berlingots au choucroute.
c - Permettre enfin la création d'un pôle Universitaire conséquent en Vendée.
d - Doper les échanges commerciaux de Muscadet et Traou Mad.

Cet intermède ludique vous a été offert par DAZONT, Sindikad Studerien Breizh - Le Syndicat des Etudiants de Bretagne.



Le Carnet, une centrale nucléaire en 1999 ?

Tout le monde se souvient des manifestations contre le projet d'installation d'une centrale nucléaire au Carnet en Loire-Atlantique. Une récente décision risque de remettre le feu aux poudres d'ici peu. On vient d'apprendre en effet qu'EDF envisage de construire un réacteur nucléaire en 1999. Le Carnet, situé dans l'estuaire de la Loire, figure sur la liste des quatre sites retenus.

Le maire de Saint Viaud, commune dont fait partie Le Carnet, y est tout à fait favorable sous réserve «qu'il n'y a pas de danger et que ça crée des emplois». Les opposants sont prêts à relaire de la résistance.

La tentative régionaliste, nouvel avatar ou suicide politique ?

Les 11 et 12 novembre derniers, des représentants de différents peuples de l'Hexagone se réunissaient à Rennes à l'initiative de l'UDB. L'objectif est de jeter les bases d'un regroupement non seulement des peuples mais aussi des régions de l'Hexagone dans une démarche fédérale, afin d'instituer ensemble le champ politique et médiatique français et de s'imposer face au pouvoir parisien centralisé.

Ses initiatives partent du constat qu'il est difficile de mettre à mal le centralisme jacobin, par la «seule addition des luttes menées par quelques peuples en périphérie». D'où la création du mouvement «Peuple et Région Solidaires» qui doit être à même d'offrir «à l'ensemble des citoyens de la République une alternative crédible à ce système centraliste jacobin».

Sans préjuger de l'avenir de cette fédération qui se veut mouvement politique à part entière, il convient néanmoins de s'y arrêter un instant, dans la mesure où cette démarche constitue l'acte fondateur d'un nouveau régionalisme. Dès lors, on peut s'interroger sur le sens politique d'une telle initiative et sa signification historique au regard du processus de développement des luttes de chacun des peuples concernés, et plus particulièrement de celle du peuple breton.

Certes, le régionalisme n'est pas une idée nouvelle en Bretagne. Elle précède même la naissance des mouvements nationalistes, qui rejettent à leur époque les idées conservatrices de l'Union Régionaliste Bretonne d'un certain marquis de l'Estourbeillon. Conservatisme social mis à part, on peut voir dans le régionalisme «rélooké» de R.P.S. un nouvel avatar de cette pensée réformatrice qui ne cherche pas à attenter à l'unité de la France.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit. En invitant à sa table des représentants de différentes régions de France afin de fonder ensemble un nouveau



«Notre patrie est en péril de mort...» «A qui le dites-vous ?» No comment...

mouvement politique, on ne se définit plus par sa qualité de Bretons, de Corsés ou de Basques, mais comme Français à part entière, ayant les uns une particularité de montagnards, les autres un accent rocailleux (pour les parisiens !) et d'autres encore une dimension maritime. Et parmi tout ce petit monde, certains auront conservé plus ou moins des langues spécifiques comme l'Occitan ou l'Alsacien !

Acceptant à tout jamais d'être citoyen français, le Breton ne sera plus un danger potentiel pour l'intégrité du territoire puisqu'il sera devenu français de Bretagne, comme d'autres seront français d'Ile de France. Et l'on se prend à rêver d'une nouvelle constitution et d'un système fédéral à l'allemande.

En ces temps de consensus obligé, l'idée est peut-être rassurante pour tous ceux qui n'osent pas dire que le gwenn ha du est leur drapeau. Elle n'est en fait pas moins un leurre basé sur l'illusion pour les uns et la naïveté pour les autres.

C'est en effet ignorer (ou oublier) que la France n'est pas une nation comme la Corse, le Pays Basque ou la Bretagne. Elle n'est que la construction étatique basée sur des conquêtes militaires, des assimilations forcées, des génocides culturels. C'est l'Etat français sous ses différents avatars monarchique, impérial et républicain qui a fait la «nation française» et non l'inverse. Il n'y a donc que deux alternatives : soit de se libérer de l'Etat français comme l'ont fait les Algériens, les Vietnamiens et bien d'autres peuples colonisés, soit d'accepter de devenir français et on perd son identité de breton. Pour sa survie même, la France n'acceptera jamais l'existence sur son territoire de communautés distinctes développant une langue et une culture propres.

Autant l'alliance électorale de mouvements politiques des différents peuples de l'Hexagone peut se justifier tactiquement, autant la réunion par le bas des «régions et peuples de France» est suicidaire pour chacun de nos mouvements.

Ne confondons pas pseudo-réalisme avec lucidité politique. Certes, les temps sont durs pour tous nos mouvements de libération nationale, mais accepter cette nouvelle recrudescence d'une capitulation pure et simple synonyme à court terme de disparition de l'idée bretonne.

Yann GARDUNER

PS : Comment feront les militants de l'ERC (Esquerra Republicana de Catalunya) pour être régionalistes au nord et indépendantistes au sud et le leader de l'UPC corse pourra-t-il continuer de s'affirmer nationaliste en Corse ?

80 panneaux barbouillés à Brest.

Stourm ar Brezhoneg repasse à l'action.

Dans la nuit du jeudi 14 au vendredi 15 décembre 1995, des dizaines de panneaux directionnels routiers ont été peints en noir à Brest et dans sa région. Cette action a été menée par des membres de Stourm Ar Brezhoneg («Le Combat de la Langue Bretonne») pour revendiquer la mise en place de panneaux directionnels routiers en langue bretonne. La Communauté Urbaine de Brest et la Direction Départementale de l'Équipement du Finistère participent à la politique de PURIFICATION LINGUISTIQUE que mène l'Etat français en Bretagne, en s'opposant à la mise en place de panneaux en notre langue, et ce malgré certaines décisions positives du Conseil Général du Finistère qui serait bien inspiré de contrôler plus efficacement les services de l'Équipement. A bon entendre, salut !

Un Landmèenn de 21 ans a été interpellé par une patrouille de gendarmerie au cours de la nuit. Il a reconnu sa participation à l'action de barbouillage au cours de sa garde à vue.



Stourm ar Brezhoneg war ar dachenn e Montroulez e 1994

Procès de l'eau à Guingamp.
La Lyonnaise condamnée.

Le 14 décembre 1995 restera une date importante dans la bataille pour la reconquête de la qualité de l'eau en Bretagne. Le Tribunal d'Instance a en effet condamné la Société Lyonnaise des Eaux à dédommager 176 consommateurs de la région de Guingamp qui attaquaient en justice pour vente d'eau trop lourdement chargée en nitrates.

Pendant 247 jours, de 1992 à 1994, la Lyonnaise des Eaux avait distribué une eau contenant plus de 50 mg de nitrates par litre, c'est-à-dire un taux supérieur aux normes françaises actuelles. Regroupés au sein d'un Collectif Eau Pure, 176 consommateurs entendirent ramener la compagnie lumière à ses obligations contractuelles vis à vis de sa clientèle et obtenir d'elle les dédommagements suite à l'achat de bouteilles d'eau en raison du caractère impropre à la consommation de l'eau distribuée.

Le Tribunal d'Instance a jugé recevable l'action engagée et condamné la Lyonnaise à dédommager chacun des consommateurs à raison d'une moyenne de 1 200 F par personne. Cette somme représentant l'achat d'eau en bouteilles pour une moyenne de 741 F, le remboursement d'un montant de 200 F à 300 F sur facture et le règlement des frais de justice (100 F).

Prenant acte de cette décision, la Lyonnaise n'a pas fait savoir si elle se pouvait en cassation. D'ores et déjà elle a fait connaître sa décision de se retourner contre l'état coupable à ses yeux d'avoir autorisé des extensions d'élevage qui sont justement en grande partie à l'origine de la pollution du bassin versant du Trieux d'où est pompée l'eau à destination du secteur de Guingamp.

Autre initiative, dont le caractère démagogique n'abusera personne : la Lyonnaise se propose de fournir gratuitement de l'eau en conformité avec les normes admises, en période de dépassement, pour les fermes encadrées et les nourseries.

Mais son objectif reste à terme la création d'une usine de dénitrification dont le coût est estimé entre 16 et 20 millions de francs.

Cette fausse bonne solution synonyme de fuite en avant est catégoriquement rejetée par le Collectif Eau Pure pour qui il faut régler le problème en amont, c'est-à-dire à la source.

La décision de la Lyonnaise de se retourner contre l'état satisfait, par contre, pleinement les consommateurs qui attendaient justement cette réaction en chaîne. Ils entendent ainsi poser le problème des créations et extensions d'élevages et plus globalement faire le procès du système agricole actuellement en vigueur en Bretagne.

Après la victoire des 36 de Trégueux (procès actuellement en appel) en 1994, celle plus large des 176 de Guingamp marque une étape décisive dans la prise de conscience des Bretons du combat qui'ils doivent mener pour la qualité de l'eau. Il y va de l'avenir même de notre santé, de notre activité agricole et de notre développement économique en général.

MANIFESTATION LE 27 JANVIER A SAINT-BRIEUC POUR LA QUALITE DE L'EAU.

Préparez vos bouteilles !

Emgann solidaire des agriculteurs de Trémargat en grève de la faim.

Sans prendre position sur le recours à la grève de la faim, Emgann exprime son entière solidarité à l'égard des 7 agriculteurs de Trémargat qui attendent, depuis un an, que leur soit versée la prime qui leur est due, en raison de leurs efforts à limiter les intrants pour préserver la ressource en eau.

Emgann dénonce l'attitude de l'Etat français qui renie ses engagements, en ne respectant pas les mesures européennes de protection de l'environnement, et demande que ces aides soient étendues à l'ensemble des 5 départements bretons, tous également concernés par la reconquête de la qualité de l'eau.

Rappelant son rejet du soit-disant «modèle breton» et son soutien à un développement agricole durable et respectueux de l'environnement, Emgann se félicite de la victoire remportée au tribunal par les usagers face à la Lyonnaise des Eaux à Guingamp.

EMGANN

Depuis les 7 de Trémargat ont mis un terme à leur grève de la faim après avoir obtenu satisfaction sur une partie de leurs revendications, en particulier sur l'extension du zonage des aides. Nous y reviendrons.

André Lavanant
Breton de l'année 1995

Diwan, le germe en breton. Un symbole pour le système éducatif qui, depuis 1977, permet à des jeunes Bretons de suivre un enseignement dans leur langue.

Aujourd'hui, de la maternelle à la 1ère, demain jusqu'à la terminale, Diwan accueillera 1 350 élèves répartis dans 25 écoles maternelles, 23 écoles primaires, 2 collèges et 1 lycée.

Les cours, assurés en breton, incluent, évidemment, le français, les maths, l'histoire-géographie... En 6ème, les tests dits «Jospin» montrent que le niveau en français des enfants fréquentant Diwan est largement aussi correct que celui de leurs camarades d'autres écoles.

Les relations avec l'Etat, qui traîne les pieds pour accorder un statut dérogatoire à Diwan, ne sont pas toujours faciles. Un pas est franchi en 1989 quand Lionel Jospin lance l'idée de contractualisation des enseignants dans la Fonction Publique. En 1993, François Bayrou rend hommage, dans un discours-programme aux pionniers basques, corses et bretons, et assure que «doit être réglé définitivement le problème des relations des écoles visant au bilinguisme et de l'Education nationale française». Ceci n'empêche pas le redressement judiciaire prononcé la même année. L'association est criblée de dettes (sociales et fiscales). Déjà, elle a dû interrompre ses démarches qui dureront 18 mois, au

terme desquelles les collectivités territoriales (départements et Région), les ministères (Education Nationale et Finances) ainsi que l'association elle-même vont constituer un «tour de table». Au cours de cette même période, le 27 juillet 1994, un protocole d'accord prévoyant la mise sous contrat d'association est signé. «Nous respirons, mais devons être très attentifs aux dangers de l'inertie de l'appareil administratif afin d'écartier toute régression», souligne André Lavanant.

Pendant ces dix-huit années d'existence, dix-huit années de lutte aussi, André Lavanant, président de Diwan depuis 1983, a joué un rôle déterminant. En le consacrant Breton de l'année 1995, les lecteurs et le comité éditorial d'armor magazine ont voulu saluer son combat et, en même temps, marquer leur attachement à la culture et à la langue bretonnes ainsi que leur reconnaissance à tous ceux qui défendent le bilinguisme en Bretagne.

armor magazine

Depuis 1977, armor magazine attribue le titre de Breton de l'année à celui (ou à celle) qui lui paraît avoir le mieux défendu les intérêts économiques ou culturels bretons et avoir ainsi contribué au rayonnement de la Bretagne.

Dès la fin de l'été, les lecteurs sont invités à proposer des noms et à argumenter leur choix. Depuis cette année, les anciens Bretons de l'année eux-mêmes émettent un vœu. En général, pas moins d'une cinquantaine de propositions sont soumises à l'avis du Comité éditorial.

C'est cette instance, composée de la direction, de la rédaction et des collaborateurs, qui fait le choix définitif.

André Lavanant
(Armor Magazine)



Bobby Castillo, indien apache, en Bretagne.
«Un jour nous aurons l'indépendance»

Bobby Castillo, porte-parole de Leonard Pelletier, prisonnier politique indien aux USA était de passage en Bretagne début décembre dans le cadre d'une tournée organisée par la revue Nitasin et l'Association de Soutien aux Indiens d'Amérique.

En Bretagne, les conférences débat étaient co-organisées par Emgann. Lors de chacune des étapes (Rennes, Lorient, Treguer, Guingamp, Carhaix et Nantes) il a pu expliquer la cause des Indiens à un public nombreux et rencontrer des élus locaux.

C'est lors de son passage à Guingamp que nous l'avons rencontré.

Bobby Castillo : Après la guerre, mon père pensant que la vie serait meilleure à San Francisco, acheta une maison neuve dans un quartier de la ville. Mais le voisinage ne nous acceptait pas. Dans la rue, dès le deuxième jour, j'ai été attaqué par un groupe de gamins qui volaient ma bicyclette puis brûlaient les pneus. J'ai dû me battre contre eux pendant toute mon enfance. Aujourd'hui, deux de ces gamins sont devenus les leaders du Ku Klux Klan de Californie. Je vivais donc dans un environnement très raciste.

A l'école, j'ai souffert de ma condition d'indien. On y apprenait que les indiens sont des paresseux et des sauvages, que l'homme blanc était venu sauver en nous civilisant. Mon père me disait : «N'as pas honte de ce que tu es. Sois fier d'être indien. Nous ne nous sommes jamais rendus à ces gens-là. Je me suis battu pendant la guerre pour défendre la liberté, mais cette liberté nous a toujours été refusée». Je me rebellais à l'école, car je savais que l'histoire telle qu'ils nous l'enseignaient n'était que mensonge. J'ai dû quitter l'école avant la fin de ma scolarité en raison de ce climat hostile. Quand on nous a enfermés en prison, jamais mes adversaires blancs ne m'ont mis en prison, j'ai dû défendre par moi-même face au système des blancs.

C.B. : Comment s'est passée la rencontre avec Leonard Pelletier ?

B.C. : En prison, j'ai retrouvé des gens qui vivaient la même situation que moi. Alors, nous avons cherché à nous unir et dès lors on nous considérait comme des «gangs». Nous ne faisons que nous défendre ensemble face au même oppresseur. Nous étions tous des indiens qui vivions dans des quartiers différents. Il y avait des Chicanos (originaires du Mexique) et des Indiens indigènes, comme ils disaient pour nous diviser, alors que les Chicanos sont aussi des indiens. C'est alors que nous sommes unis. C'est en prison que le Mouvement Indien Américain (A.I.M.) a été réellement fondé. Pourquoi devions-nous être traités comme des étrangers sur notre propre sol ?

J'ai rencontré des gens qui me parlaient des combats menés par les Indiens au Mexique. Ils me demandèrent si j'étais d'accord de cambrioler des



banques pour avoir de l'argent, afin d'acheter des armes. «Bien sûr», leur ai-je répondu. Cela m'a valu d'être emprisonné pendant 14 ans. C'est en prison que j'ai rencontré Leonard Pelletier. Une rencontre qui a transformé ma vie. Il m'a fait comprendre qu'il ne s'agissait pas que de dérober des armes et de cambrioler des banques et de renverser le gouvernement. Il y a aussi une dimension spirituelle à notre combat qui nous rend plus forts et plus sincères dans notre entreprise révolutionnaire. Nous voulons une révolution en Amérique. L'Amérique ne fera aucun changement en notre faveur. La seule façon de changer c'est de le faire par nous-mêmes. Depuis que j'ai fait la connaissance de Leonard Pelletier j'ai commencé à apprendre ma propre langue, parce qu'on l'avait refusée à mon peuple. On nous a refusé de retourner dans les montagnes Chiniquah. Geronimo fait partie de mes ancêtres. Il avait été emprisonné avec les siens sans pouvoir retourner chez lui. Nous étions considérés comme des prisonniers de guerre et nous le sommes toujours par l'Amérique.

C.B. : Quel but politique poursuivez-vous à travers l'A.I.M. ?

B.C. : Je suis fier d'être indien. Je suis fier de faire un Apache Chiniquah. Je suis fier de faire partie de l'A.I.M. Nous disons «Ça suffit». Nous résisterons quelle que soit la façon dont le gouvernement américain nous attaquera, nous prendra nos terres, exploitera notre peuple. Si je dois retourner en prison, O.K., je retournerai en prison. Si je dois mourir en défendant mon peuple, j'accepte de mourir. Mais je ne peux plus accepter de la part d'un gouvernement quel qu'il soit qu'il continue le génocide à l'égard de mon peuple qui dure depuis 500 ans. Nous ne pouvons plus survivre pendant 500 ans encore. Je le sais. Cela me révolte chaque fois que je vois mon peuple souffrir de la faim, se saouler, errer sans but.

Je sais qu'il est de ma responsabilité de changer ça.

Mais nous sommes un si grand nombre de tribus (tribes) qu'il appartient à chacune de faire les changements qui lui conviennent. Si l'une d'entre elles demande assistance à d'autres, nous irons les aider, militairement ou politiquement. Parmi les miens, nombreux sont ceux qui pensent qu'il vaut mieux que je me batte sur le terrain politique. Mais personnellement, j'aime la lutte armée. Je ne peux pas abandonner mon peuple derrière des barreaux, car nous vivons constamment derrière des barreaux. Nous voulons l'indépendance, nous voulons la souveraineté. Nous voulons construire une nation des Peuples Indiens. Nous, les Indiens d'Amérique, sommes le seul peuple d'Amérique à ne pas avoir de représentants à l'ONU. Pourquoi ? Tous les peuples ont pourtant le droit d'être reconnus comme des nations.

C'est cela mon rêve. Voir dans ma vie la reconnaissance de mon peuple par le reste du monde. Ce sont les puissances coloniales - la France, l'Espagne, l'Angleterre, la Russie qui nous ont divisés. Ce sont leurs descendants qui nous gouvernent encore aujourd'hui. Nous vivons un système d'apartheid aussi bien aux USA qu'au Mexique, Salvador, Canada... Mon rêve est donc de réussir à devenir une nation qui décide de son destin. Cela vaut pour les 700 000 Mapuche du Chili, les millions de Maya, le million d'Indiens qui vivent dans le Sud Ouest des USA... Mon rêve, c'est de rendre possible cette liberté pour chacun d'entre nous et de voir nos enfants continuer la lutte avec les mêmes objectifs.

C.B. : Pensez-vous être compris en Europe ?
B.C. : En Europe, les gens ne comprennent pas ce qui se passe chez nous. Ils pensent que le gouvernement américain est le meilleur au monde. Ils mettent de l'argent de côté pour venir passer des vacances aux USA, sur les plages, mais ils ne voient

pas la vie dans les réserves indiennes. Ils pensent que nous vivons tranquillement dans les teepees. Les Européens ne comprennent pas, à part les peuples ethniques comme les Irlandais, ou même ici les Bretons, parce qu'ils ont souffert des mêmes choses. On a voulu leur enlever leur propre langue, leur propre culture.

Quand j'ai vécu ici en Bretagne et que je vois les écoles en breton (Diwan), les enfants dansent... je constate que ce sont exactement les mêmes choses que nous voulons chez nous.

Mon fils est un petit garçon courageux. Il m'a promis qu'il travaillerait bien à l'école pour réussir ses examens. On dit de lui qu'il est radical. Mais il n'est pas radical. Il a tout simplement une vision, un rêve très fort pour son peuple. Les jeunes Indiens ont en fait plus de vision que nous, car aujourd'hui ils ne voient pas de futur. Ils savent qu'il faut lutter. Ils deviendront à leur tour les leaders de l'A.I.M. Un jour nous aurons l'indépendance.

P.S. : Bobby Castillo pour l'état civil américain s'appelle en fait Quauh Te Mo Yocoyotzin.



Bobby Castillo chez les frères Morvan accompagné de Stéphane et Patrick d'ASTIA

Léonard Peltier en prison depuis 20 ans.

Léonard Peltier, un Sioux Lakota-Anishinabe **emprisonné** aux USA depuis maintenant 19 ans pour un crime qu'il n'a pas commis. Il est prouvé actuellement qu'il n'est pas coupable. Amnesty International s'en est préoccupé et a dénoncé dans un rapport, les nombreuses irrégularités commises tout au long du procès condamnant ce leader de l'American Indian Movement à deux fois la prison à vie. Cet homme, qui est devenu un **symbole pour les nations indiennes, est toujours incarcéré**. Son cas a été comparé à celui de Nelson Mandela.

Léonard Peltier est internationalement reconnu comme l'un des plus anciens prisonniers politiques au monde. Il est soutenu par de nombreuses personnalités telles que Mme Rigoberta Menchú Tum - Prix Nobel de la Paix 92, M. Nelson Mandela - Prix Nobel de la Paix 93, Mère Thérèse, l'Archevêque Desmond Tutu, Aux Etats-Unis, le Révérend Jesse Jackson, M. Ramsey Clark - ancien Ministre de la Justice, 55 membres du Parlement américain, le juge américain Gerald Heaney, M. Don Edwards - Justice, 55 membres du Parlement américain, le juge américain Gerald Heaney, M. Don Edwards - Président de la Commission des Droits Civils et Politiques, 165 Chefs de Conseils Tribaux, l'écrivain Peter Matthiessen, les acteurs Richard Gere, Harry Belafonte, Val Kilmer, Kris Kristofferson, lui assurent leur soutien ainsi que 50 membres du Parlement canadien, la Commission Royale sur les peuples autochtones, 67 membres du Parlement italien, 48 membres du Parlement hollandais, 37 écrivains français dont Albert Jacquard, Gilles Perault, Bernard Clavel et Amnesty International.

Bien que la Défense de Léonard Peltier ait réuni toutes les preuves de l'innocence de celui-ci, les Etats-Unis refusent la révision du procès en 1993. Actuellement le seul espoir d'obtenir la libération de Léonard Peltier est entre les mains du Président Clinton.

Bretagne-Asturies, des liens à retendre.

Savet eo bet ar gevredigezh «Breizh-Bro Astur» a-benn bodañ an holl dud pe etrolloù dedennet e mod pe vod gant Bro-Astur a zo o chom e Breizh pe en hon «diaspora». Fellout a ra deomp diorren an darempredoù etre hon div vro e pep kevner, an eskemmioù sevenadurel dre vras, etre ar skolioù, ar sonerien, an arzoù, an ensavourien evit ar yezhoù, h.a. Ul lamm e vo ar gevredigezh etre Breizh hag ivez etre Breizh hag Asturiz. Koump eo bet hon div vro unanet a-viskoazh gant ar mor Atlantel ha pegen en oadvezh ar mañveur, hin an aram ha mara ar Gelled kozh. E-touez broioù ar Warag Atlantel amañ hiziv. E gwirionez ez eo hor chevedigezh gant diwar unan all a oa he zochenn war Bro an Oriant hepken ha ne vor ket souezhet o chozout emañ gaozhi he sez e kêr ar Gouelloù Etrekeltiek hag eo Oriantiz a ya da ober ar braz ses hec'h zill ha pegen eus he rennien. Da brezadentez eo bet diobet Magdeline Gonzalez-Déran, da sekretour Gwenn Emelyanoff, ha da difetzer Jean-Claude Corlay. Spi hon eus kaout izik e Breizh e-bezh, betek Foulera ha Klison, ha pelloc'h marteza.

Tiouroù : «Breizh-Bro Astur», Ti ar chevedadoù, Boest 58, Keoded Salvador Allende, 56100 AN ORIENT.

L'association «Bretagne-Asturies» a été créée afin de rassembler tous ceux, vivant en Bretagne ou membres de notre «diaspora» qui sont intéressés d'une façon ou d'une autre par les Asturies. Nous souhaitons participer au développement des relations d'amitié entre nos deux pays dans tous les domaines : échanges culturels en général, entre établissements scolaires, communes, musées, danseurs, artistes, militants pour nos langues minorisées, etc.

Renseignements : «Bretagne-Asturies», Maison des Associations, Boite 58, Cité Salvador Allende, F 56100 An Oriant-Orient.



Principales nations d'Indiens d'Amérique

Carte extraite d'Ekaltza, hebdomadaire basque

DERNIERE NOUVELLE : la vie de Leonard Peltier est aujourd'hui une fois encore menacée. Le 12 décembre, ils l'ont transféré dans une prison à Atlanta. Il risque de se retrouver avec des tueurs et avec des membres du Ku Klux Klan.

Faxer votre désaccord à : l'ambassade des E.U. 16.1.42 66.97.83, ou 16.1.42.65.05.33, au président Clinton 19.1.202.456.2461

Le 6 février 1996, cela fera 20 ans que Peltier a été emprisonné.

Somport : la lutte continue.

Le 16 d'agost, doze membres de la Coordination autonome deus Comitats Somport que s'encadenen a l'endret aperat l'Estanguet, sus la rota qui mia tau tunel de Somport. Qu'esto lo parat ad aqueths militants anti-tunel de placar lo luta hens un encastré politic mel generau.

Aujourd'hui, les habitants de Vingrau (Pyrénées-Orientales), qui se battent contre l'exploitation d'une carrière par la société Omya dans leur village découvrent de quelle violence est capable la police quand elle est chargée de protéger les chantiers imposés arbitrairement. De même, les opposants à la construction de l'A 51 (Isère), connaissent leurs premiers procès, pour avoir manifesté sur le site de l'autoroute. Tout cela n'est pas sans rappeler la lutte qui se mène depuis des années maintenant, en vallée d'Aspe contre le tunnel du Somport et plus largement contre l'axe E7... lutte qui continue malgré tout.

Il est vrai que le dernier rassemblement en vallée d'Aspe (3,4,5 juin 95) avait été un échec cuisant. Le manque de participation -notamment, encore et toujours, de la part des habitants-, les catouillages d'organisation avant et pendant la manif... tout cela avait laissé la plupart des militants dans un profond découragement. Mais certains ont refusé de céder au fatalisme ambiant. C'est ainsi que des militants de la Coordination Autonome deus Comitats Somport ont organisé diverses actions cet été, notamment celle d'aller s'enchaîner à douze à un coffrage de chantier de la RN 134, au lieu-dit de l'Estanguet. Pas question en effet, de baisser les bras face à un projet aussi inhumain et à la façon dont il est imposé au mépris de l'avis des populations, et surtout, la Coordination a ceci d'important, qu'elle ne se contente pas d'arguments simplement écologistes. Elle replace ce combat dans un cadre politique plus général (voir les thèmes déjà développés auparavant : «pourquoi l'armée en vallée d'Aspe ?», «pour une ruralité vivante...»). Elle se bat également contre la logique du tout-transport imposée arbitrairement avec l'aide l'armée et de la justice, qui vide les campagnes et qui génère, ici comme ailleurs, des exclus, des sans-logis, des chômeurs...

Et c'est ce qu'on fait savoir les douze enchaînés lors de leur procès devant le tribunal de Pau (9 octobre 95). En effet, les militants de la Coordination Autonome ont mis à l'index le TEN (Trans European Nat-

work) avec ses projets d'infrastructures démentielles (2 600 milliards d'investissement dans les dix ans à venir, construction de 12 000 km de nouvelles autoroutes et lignes TGV). Lorsque l'on sait que le tunnel du Somport est un maillon central de l'axe Nord-Sud et inscrit dans ledit schéma, on ne peut que pouffer de rire (ou d'effroi) devant les propos de Jean Lassalle qui espère que le tunnel et l'autoroute seront un catalyseur essentiel à l'arrivée de femmes, ces dernières, dans l'esprit de notre Jean béarnais pouvant enfin procéder à loisir et faire de la vallée d'Aspe un lieu... vivant. L'écart entre le langage d'un homme qui se retrouvera un jour acculé à fuir ses responsabilités après avoir trop menti à ses concitoyens et celui de la Table Ronde des Industriels ERT, créée de notre Jean béarnais pouvant enfin poser de questions sur la décentralisation et surtout sur le fait de laisser autant de pouvoirs (14 titres) à un seul individu.

Mais revenons aux douze enchaînés. En préalable à leur procès, ils ont organisé une manifestation à Pau (7 octobre, voir photo) qui a rassemblé environ 150 personnes. Le plus spectaculaire, avant l'intervention de la présidente du Collectif - qui pour une fois avait daigné se déplacer-

fut la rencontre fortuite entre l'arrivée du gros de la manifestation devant la mairie et le gérant de ces lieux. En effet, le Premier Magistrat eut toutes les peines du monde à rentrer dans sa voiture et son chauffeur de même pour se frayer un passage et amener son patron vers d'autres lieux. Le matin même, lors de la conférence de presse, nous eûmes une piètre démonstration des journalistes locaux, ces derniers n'étant visiblement pas aptes à comprendre (surtout Sud-Ouest) les propos tenus, que ce soit sur la ERT ou sur le TEN, visiblement plus habitués à retravailler les nouvelles de Lassalle et à discréditer ses opposants. Pourtant, il y avait de quoi faire un article sérieux avec la représentation de mouvements tels que l'ASEED (mouvement d'opposition au TEN), celui des opposants basques nord et sud au TGV, ou les inculpés eux-mêmes qui ont su établir un véritable lien entre la misère sociale et les infrastructures présentes et à venir. Vraisemblablement, cette 1H30 de formation politique fut 1H20 d'enfer pour la journaliste présente qui de sa plume n'en sortit qu'une phrase : «... enfin bref, ce sont des anti-tous...».

Les douze enchaînés ont vu le jugement de leur affaire repoussé au 23 octobre, puis au 7 décembre... En attendant, le Premier Ministre passe outre les recommandations données par les commissaires lors des différentes enquêtes publiques, il signe toutes les DUP à tour de bras, la milice pro-tunnel mise en examen pour l'incendie du wagon-gîte de la Goutte d'eau ne passe toujours pas en

Fusion indépendantiste dans le Corrent Revolucionari Occitan.

Trois jeunes groupes politiques se sont rencontrés les 21 et 22 octobre à Toulouse - Anaram Au Patac (Gascogne-Béarn), Patriotas Occitans (Languedoc-Guyenne) et Occitània Libertat (Provence). Ils ont fusionné sous le nom commun de CORRENT REVOLUCIONARI OCCITAN (CROC).

Ces trois groupes fondateurs restent avec leurs noms d'origine comme comités locaux du CROC, qui possède aussi des adhérents en Occitanie du Nord et à Paris.

Le nouveau mouvement a adopté des «Bases» qui affirment son engagement autogestionnaire, écologiste, indépendantiste et internationaliste.

Grâce à cette fusion, le CROC va lancer dans les mois à venir des campagnes nationales sur des thèmes politiques précis, en s'appuyant sur la revue commune FAR/HAR.

Desormais, le CROC est avec ses nouvelles forces un des premiers mouvements de libération de l'Occitanie.

Contacts : Anaram Au Patac - CROC, Fronton deu Hedàs, 2 còstas de la Hont, 64000 Pau, tél.-fax 59.98.04.90.

Patriotas Occitans - CROC, C/O Lo Descaladaira, 40 c. Alfred Duméril, 31400 Tolosa.

Occitània Libertat - CROC, 34 c. Sallier, 13100 Ais de Provença, tél.-fax 42.27.27.92.

Abonnement à FAR/HAR : 1 an, 6 numéros : chèque de 50 ff / 20 000 liras / 1 000 pesetas à : «Sud-Ouest Informations», Fronton deu Hedàs, 2 còsta de la Hont, 64000 Pau.

procès, la Communauté des Communes de la vallée d'Aspe est sur le point d'acheter la gare de Cette-Eygun (la Goutte d'eau) pour une poignée de francs, enfin bref, la loi du pognon règne...

Si nous acceptons cette situation et ce mépris comme une fatalité, et si ce gigantesque projet venait à son terme, ce serait de très mauvais augure pour notre avenir à tous. Nous ne pouvons laisser les gouvernements, sous la pression des lobbies des transports et du béton en disposer à leur guise, sans nous battre. C'est l'opinion de la Coordination et c'est également celle d'AAP, c'est pourquoi nous ne voulons pas abandonner. Si la lutte semble se déplacer dans le Piémont (où diverses associations organisent le combat contre l'autoroute Pau-Oloron, autre maillon du projet E7), elle est loin d'être terminée (d'autant plus que le nombre d'endroits en passe d'être irrémédiablement détruits de la même façon croît sans cesse), et nous la soutenons.

*Ne volem pas de cap tunèl en Aspa
Ne'm volem pas per mor que'n's bé cagar*

*De saber que boratan'ra montanba
Ta qu'era mossarera e's posca ingreishar*

Délégation Emgann - Skoazell Vreizh en Euskadi.

Actualité judiciaire oblige, les organisations basques pour l'amnistie des prisonniers EPSK et Gestoras pro-Amnistia avaient invité fin octobre une délégation bretonne.

Emgann s'est joint à cette tournée d'information passant autant par le Nord Bayonne, Makkai que par le Sud Hernani, Pampelune, San Sébastien. A l'occasion de plusieurs réunions publiques d'information, il nous a été permis d'expliquer la situation en Bretagne, notre perception du procès de la solidarité ainsi que de la politique répressive de l'Etat français. Des arguments repris d'ailleurs lors des conférences de presse avec les différents médias basques.

Si en Euskadi Nord, la situation bretonne est relativement bien connue, il existait un certain besoin d'information au Sud. Ce qui n'a pas empêché un accueil chaleureux de part et d'autre. Le point fort de ce voyage ayant lieu lors d'un hommage émouvant au breton Jean Groux et au basque Marmalelela sur la place de la mairie d'Irunia-Pampelune.



Emgann et Skoazell Vreizh à la manifestation de solidarité en Euskadi.

I Muvrini à Bercy (France) 27 janvier 1996

Les 26 et 27 janvier 1996 d'un seul cœur d'une seule âme la Corse ouvrira les bras ;

sans autre désir que de se raconter telle qu'elle vit telle qu'elle chante telle qu'elle est

sans autre rêve que d'y inventer l'approche la plus digne la plus sensible la plus humaine des traits de la différence, de l'identité, de la culture qui singularisent les hommes, les communautés, pour mieux les réunir.

Les 26 et 27 janvier les bras ouverts aux autres

la Corse prononcera peut-être quelques uns des mots qui manquent à sa vérité conviant les regards en ces paysages occultés par les oubliés têtus les ignorances répétées les préjugés nocifs les erreurs et les consentements préjudiciables qu'elle n'a jamais su, ou voulu ou pu contraindre.



Jean-François Bernardini du groupe I Muvrini à Gouët-Broadel ar Brezhoneg à Spezed en 1993

Ainsi, parce que dans l'incapacité à témoigner de son véritable visage, une communauté ne peut être vouée qu'à l'échec sans retour,

de chansons, de paroles et de vie, I MUVRINI ont voulu imaginer cette pièce en trois actes :

PARLER, CHANTER, FETER LA CORSE : I Muvrini

A cette occasion, I Muvrini invitera sur scène des enfants venus de Bretagne, du Pays Basque, d'Occitanie et de Corse ! La Bretagne sera représentée par une délégation du collège Diwan Bro Dreger de Plujidi.

Les fonds bretons à la bibliothèque du Pays de Galles.

Ce texte résume un article plus détaillé paru en 1995, dans le n° 1 de la revue «Forum», publiée au nom de Mercator Média à l'Université du Pays de Galles. Il faut préciser que des fonds attribués par la Fondation Paul Mellon ont permis de microfilmer une partie de ces fonds bretons, uniquement des imprimés et des périodiques, selon les conditions imposées par la Fondation. Le travail de microfilmage est en cours d'achèvement.

La Bibliothèque Nationale du Pays de Galles est ouverte à tous, du lundi au samedi pendant toute l'année sauf jours fériés et la première semaine d'octobre. Ceridwen Lloyd-Morgan parle régulièrement des fonds.

Lyfrygell Genedlaethol Cymru - National Library of Wales
Aberystwyth - Dyfed SY23 3BU
Cymru / Grande-Bretagne

Fondée par Charter royale en 1907, la Bibliothèque Nationale du Pays de Galles eut pour mission de collecter, cataloguer, conserver et communiquer des documents non seulement sur le Pays de Galles mais également sur les autres pays celtiques. En tant que bibliothèque de dépôt légal, comme la Bibliothèque Britannique à Londres, la Bodleienne à Oxford, la Bibliothèque Nationale d'Ecosse ou la Bibliothèque nationale d'Irlande à Dublin, elle reçoit un exemplaire gratuit de chaque livre édité au Royaume-Uni et en République d'Irlande.

Etant donné que la Bretagne ne fait pas partie du Royaume-Uni, la Bibliothèque consacre une partie de son budget annuel à acheter de la documentation en breton ou qui est en rapport avec la Bretagne et la langue bretonne. Dans ce domaine, les dons et dépôts à long terme constituent l'autre source d'approvisionnement de la Bibliothèque.

Puisqu'il n'existe pas de bibliothèque nationale en Bretagne, plusieurs Bretons nous ont confié leurs collections particulières de livres et de périodiques, pour assurer leur conservation. Quelques-uns nous prient de garder leurs livres jusqu'à la fondation éventuelle d'une bibliothèque Nationale en Bretagne. S'ils prennent cette décision par conviction politique avant tout, il faut admettre, hélas, que leurs collections requièrent de trouver un accueil moins chaleureux ailleurs et que leur préservation en bon état au XXIème siècle et au-delà est plus sûre au Pays de Galles.

C'est depuis les années 1960 que les archives personnelles de certains Bretons nous sont parvenues. Parmi ces bibliothèques particulières, on peut faire mention de celles de François Jaffrenou (1879-1956), de l'écrivain Arzel Even (1920-1971), de Pol Diverriès (1880-1946), de l'abbé Armañs ar Chalvez (1921-1972) et du célèbre Roparz Hemon (1900-1978). Chacun contient une très belle collection de livres du XIXè au XXè siècles, voire du XVIIIè siècle pour celle de Roparz Hemon.

Les collections de manuscrits de la Bibliothèque sont particulièrement précieuses. La plus importante, sans aucun doute est les «Roparz Hemon Manuscripts», qui comportent des mystères et des sermons bretons, copiés au XVIIIè et XIXème siècles, mais aussi des manuscrits littéraires et de recherche ainsi que toute sa correspondance. Les lettres qu'il recevait, et les copies de ses réponses qu'il gardait soigneusement, constituent en elles-mêmes une histoire du mouvement culturel breton depuis 1947 jusqu'à sa mort en 1978.

Un catalogue général des manuscrits et des archives en breton ou qui ont un rapport à la Bretagne, Manuscripts relating to Brittany in the National Library of Wales est disponible au département de manuscrits, ainsi que des catalogues d'archives particulières.

Ceridwen Lloyd-Morgan, Archiviste à la Bibliothèque Nationale du Pays de Galles.
(Extrait de «Bretagne des livres» édité par l'Institut Culturel de Bretagne)



GERIADUR AN ARMERZH Ar c'henwerzh hag an arc'hant. gant Yann Baol an Noalleg.

Dictionnaire de l'économie politique, du commerce et des finances.

finaliser (ordonner à un but), paleikaat ; (ordonner à une fin) davdekaat ; finvezekaat

finalité (d'une action) davdekaezh b ; (de a vie) finvez b ; finvezekzh b ; (hérité à un but) paleikaet b

finance (ressources pécuniaires) kellaid g ; arc'hant g (d'zoel) ; moyennant -s war bouez arc'hant ; ouzh taladur ; (Etat) -s publikes kellaid toran ; kellaidonezh Stad ; administration des - amaezhadurezh ar c'hellaid ; ministre des F-s maodenn an Arc'hant ; loi de - dezv kellaidonezh ; (secteur des affaires) kellaidonezh b ; kellaid g ; (monde des) la - kellaidonezh ; bed ar c'hellaid ; ar c'hellaid haute - uhelkellaidonezh

financement kellaid g ; kellaidonezh g ; arc'hantezh g ; capacité et besoin de - barr hag azhomm kellaid ; - par fondos propres emgelladur ; moyen de - araez kellaid ; source de - mammet gellidur

financier kellaid ; arc'hant

financier adj. kellaid / arc'hant / aide - skoazell arc'hant ; crise - ére enkandenn gellid / difficultés - ére daesterou arc'hant ; mieux - s metaouoù (metere) kellaid ; situation - ére stad an arc'hant ; savoir kellaid

Geriadur an Armerzh, ar C'henwerzh hag an Arc'hant zo disoc'h ur c'henlabour bouc'het e 1982 gant gizezerenn an Deskadurezh eil derez (SADED). Kenn-dalc'het gant sezerenn ar gelaouenn Emnav, hag adasmet adalek 1980 gant an burc'herenn bodet en-dro da Yann-Baol An Noalleg. Frouezh eo enta da striaou daou ranniad tud pederenn gant kerdvuzeh ha lavar o ambez, reoù anezho o kaout staeoù en oberezh armerzhel pe e kelaimezh an armerzhourc'h.

Al lev. 328 p., 15,8 x 21,7 cm, zo anaañ 12 000 termen. Emgah gwezh al levrioù er priz a 220 F.

Le Dictionnaire de l'économie politique, du Commerce et des Finances est l'aboutissement d'un travail collectif commencé en 1982 par les promoteurs de l'Enseignement breton du second degré (SADED), poursuivi jusqu'en 1978 par l'équipe de la revue Emnav, et repris à partir de 1980 par le groupe de travail réuni autour de Yann-Baol An Noalleg. Cet ouvrage est donc le fruit de la contribution de deux générations de chercheurs attentifs à l'évolution de la vie et du langage de leur temps, certains d'entre eux occupant des postes dans l'activité économique ou l'enseignement de l'économie politique.

PREDER, 19 Park Macn Meur, 29700 PLOMELIN, CCP 3 004 88 P RENNES.

15 décembre ! Les espérantistes ont eu à cœur de commémorer la naissance du «père de l'Espéranto», le Dr polonais Louis Zamenhoff, né le 15 décembre 1859 à Bialystok (partie de la Pologne alors sous domination russe).

L'occasion, en cette période de cadeaux, de se procurer «L'Homme qui a défilé Babel», éditions Ramsay. En effet, pour la 1ère fois, est sorti en français l'histoire de Zamenhoff et de l'Espéranto.

Un beau rêve cette histoire, et pourtant une réalité, mal connue dans notre coin de Bretagne ; où nous voulons rattraper le temps perdu, et où les 1ers cours, ça marche super, autant à Lannion qu'à Morlaix.

Pour tous renseignements - «Espéranto Léon-Tregor», Tél. 96.23.02.63. Tél. + fax : 98.88.62.57.

Sonerezh

«Deùeh fest ha fest-noz»

Roland Becker : Beajour en amzer.

An hengoun etre boulez hag an XIXvet kantved.

A-benn nebeut e vo kavet war ar bladenn ur bladenn nevez diwar zorn (pe diwar spered ?) Roland Becker.

Ha pa lavaran ur bladenn ez eo gwelloc'h displegan un tamm a pezh a vo sur, ur wezh ouzhpenn, ur maenn-bonn war hent hor sonerezh.

Bet en bet o choulennata anezhañ a-benn klask gouzout hroch.

P. : Neuze, war beseurt tachenn e vo ar wezh-mañ, «hengounel» pe nevez savet ?

Roland : Ar bladenn-mañ a oa sanset bezan eil lodenn ma fadenn zwezhañ «En Bretagne Morbihannese».

Ar memez kentan e oa. E sonj ennoñh ur bladenn bombard-ograou e oan.

A-benn ar fin, goude bezan embannet levr «La musique bretonne», warfene, e oamp em laketa da brederiañ. Laure' ha me, war davouddegezh ar ger «hengounel» («Laure Le Guron, kenskrivagnerez «La musique bretonne»).

Aet en da furchal e dielloù an departamant, lemmet em eus lennoù eus an XIXvet kantved.

P. : Kevet ac'h eus kalz traoù ?

Roland : Ya, kalz a traoù am eus kavet. Ha dreist-holl em eus kavet testennoù ha dielloù o deus kenedhech adhanon e ranker diwall mat pa reer gant ar ger «hengounel». Petra eo ur gevredigezh hengounel ? Petra eo ur bameg-sonerezh hengounel ?

Ha traoù a gemeromp-mi evel hengounel, abaoe pegouiz e vez graet ganto e gwirionez ?

P. : Neuze, divizet ac'h eus cheñch da raktes kentan ?

Roland : Ya, diwar-se em eus divizet cheñch penn d'ar wazh. Skizmet em eus ar binou skoc'ek, ar strolladoù bombard, an ograou... Pep tra na oa ket drouzh an «hengoun».

Mret em eus, e-kreiz ur bern traoù all evel ma kle-voch, ar pezh a veze anvet e dibenn an XIXvet kantved gant tud evel Souvestre, Kervaker, Bourgeois, Dazou-dry, «al laz-sonn brodeek» («L'Orchestre national breton»). Da lavaret eo binou-toublou-bombard. Kavet e vez meur a dresadenn hag a engravadurioù dioutan diwar zorn Perrin.

P. : Petra eo da sonj war blas ar sonerezh e Breizh ar c'hantved tremenet ?

Roland : Ret eo lavaret da gentañ, n'em eus ket graet war-dro ar c'han. War bouez un nebeut komzoù ber a-walc'h, ne vo kavet war ar bladenn nemet binvi.

Evit respont d'ar goullenn e lavaren ez eo hor sonerezh ur sonerezh «a garg», fonksionel ma teus c'hoant. Pap dre e veze implijet gant ur pal reas d'ur mare reas. Da skouer an euredoù e veze un darvoud a-bouez bras evit ar sonerien.

Ar sonadegoù a zo bet ijinet en XVII, XVIIIvet kantved.

Neuze em eus klasket mont betek penn, gant an tonioù, gant an amzer tremenet en-dro, ha diwar-se, klask ijinañ ar pezh a veze klevet war ar pendez e-kreiz



Photo Louis Blonde

Ar bladenn

Souezhusat tra eo selou «Deùeh fest ha fest-noz» (an titl eo). Kring a ra deomp ur wej en amzer, un tamm mat a hent didroch e-pad un burvezh.

Ar pep diasañ vo klask gouzout hag-eh e veeger en tremenet, ur c'hantved 'zo, pe en dazont, ma kemere evel diasañ dielfennañ, teknikoù ar sonerezh a-vremañ («musique contemporaine», ar ger a ster a vez roet dezhi gant muzisianed evel Berio, Reich, Boulez, ha o.).

Kavet a reer krouñ leoned, trouzoù a bep seurt, atav savet diwar danvezoù pe traoù an natur, plou-zennoù, deloù kistin, liav, balon, skav, hag all... Binvijsonezh bihan savet diwar an danvezoù-se («instruments bussoniers» a reer diout), ar flout, ar girin-gouevr gant balon o taskerien erri (se zo o tont deus Breizh Uhel, ha Kevet e veze betek ar bloa-vezhoù, 1960 e Karnaeg), hag e cheñch menegiñ betek 50 son diherañ a vo klevet war ar bladenn (trouz ur vilin-dour, an avel, doroù o wipour, ar bard giv...)...

Daoust d'al laz-sonn brodeel bezan e-kreiz, ez eus tu da selou ar pil' (a zo eus Bro-Suis), ar «romb», hag ur bameg iske-kenan a veze implijet en liz evit mont gant ar c'han, ar «sarpant» an hini eo, gant e son izel-tre ha don. (Kemeret eo bet e blas gant ar sasko abaoe.)

Evit pezh a sell ouz an tonioù, e teout holl pe dost diwar ul labour-dastumet bet graet gant J. Mahé (XVIII, XIXvet kantved), an dastumet kentan. Gant eo e oa bet treuzskrivet tonioù e-kizh, ha daoust e levir bezan bet kollet e-pad ur mare, e skridoù a zo bet kavet en-dro hag implijet kalz war ar bladenn-mañ.

Ar vombard, an taboulin hag ar binou a ro e holl blas d'ar sonerezh bet dastumet gant J. Mahé (Roland Becker a ra gant ar ger binou ha ket gant binou kozh) ; hevezas ar binou «koc'h» ne vefe ket ken kozh a-se, ne ez roud ebet dioutan a-raok ar bloa-vezhoù 1808. War an holl dresadennoù hag engravadurioù ne eo ket ur bameg gant ul levriad bihan a-wel, met, kentoc'h ur «veuze».

Daoust d'ar pezh a cheñch sonj drouzh ar mun-trennoù kentan, ez eo frammet reas an oberenn, ar no e ket bet lakaet pep tra en dizurzh, ar ger simo-niek a zerele mat, meur a lusk a gaver erri, dirver eo al livioù-son, dreist evel ar vuhed pendeziek.

Ur gantad un euzvezh ar c'hantved tremenet, ad-ijinet ha muzuliet pep tra ennan, frammet ha labourret gant an teknikoù modernañ. Ur gwir film so gant ma cheñch ijinañ en em gavet bro-tre war ar marchad, er gêr pe en liz ma seremoñ hon daougaed.

Krouñ a lele dezhañ ober ha n'eo kopiañ an hini eo, daoust eo a-benn eus e daol gant un enrolladur diwar hag ur spered digor-tre.

Bea' vat dit, Roland, ha ken ar cheñañ !

an XIXvet kantved e kreiz Bro-Wened, e Pleugner da skouet.

A-bouez bras e oa evidon klask reiñ da bep ton ur skeudenn an tostañ posubl ouz ar wirionez, hag, evit-se, enrollañ an ton en un endro a oa, hervezon, hini ar c'hantved tremenet.

P. : Titouroù a-walc'h az pos dastumet evit advel un endro penn-da-benn ?

Roland : D'am sonj em boa dastumet a-walc'h, ya. Eveljust ez eus ul lodenn (jin ha trouzoù) am eus ranket divvout : e-gz-se e vez evit trah peusur oberenn.

Fellout a raed din sevel ur «film sonere» kantoche evit ur bladenn. Mesket eo bet ar son en ul sal sinema.

Siou a zo sur a-walc'h, met ar pezh a zo ennan a zo testenet.

P. : Ul labour etnomuzikologour eo ?

Roland : Ya, se eo ivez. Met da gentañ ur «film sonere» ennan an tri zra a gaver er filmoù : ar c'hoñzoù, an trouzoù hag ar sonerezh.

P. : Pegel ac'h eus lakaet evit sevel un oberenn a-seur-se ?

Roland : Mamestra hag evit ur babig ! Nav miz labour-enrollañ hag ur miz ouzhpenn evit ar meskaj e Paris.

P. : Trugere dit Roland ha chans vat d'ar bladenn !

Embannet ha skignet e vo gant Coop Breizh (Ar Folk).

A bep se...

Roland Becker en 10 dates.

1957 : Né à Auray (Morbihan), arrière-petit-fils de Karl Becker, chef d'orchestre allemand.

1960 : Soliste bombardé dans la Symphonie Celtique d'Alan Sivey.

1961 : Album Fallaen (label Keltia Musique). Prix de la Celtavision.

1966 : Création Lug Samildanach de Roland Becker, Yvon Boëlle et Patrick Jackson-Röhner, production Festival des Tombées de la Nuit, Rennes et Festival Interceltique, Lorient.

1990 : Musique du film Symphonie Bretagne de Franco Calafati, commando du Conseil Régional de Bretagne.

1991 : Album Gavri' inis (label Escalbour) et concerts Mégalithic Orchestra.

1992 : Champion de Bretagne binou-bombardé avec Philippe Quilly.

1993 : Album En Bretagne Morbihannaise (label ArFolk).

1994 : Livre La Musique Bretonne co-signé par Laure Le Guron (ed. Coop Breizh).

1995 : Trio Roland Becker avec Didier Durassier (binou) et Antonin Volson (tambour). Création Breiz Izal : Spectacle Musique, Théâtre et Danse contemporaine. Direction et création musicale du spectacle Kevrenn Alre - Hommage aux Soeurs Goedic. Prix de la Création 1995 décerné par le Conseil Régional de Bretagne. Album Jour de Fête et Fête de Nuit (label ArFolk).

Roland Becker - Biographie.

Musicien breton, à la fois sonneur de bombardé réputé, pertinent compositeur-arrangeur et saxophoniste, Roland Becker se met à l'écoute de la musique bretonne la plus enracinée, parce que la pureté et la rudesse des airs des derniers Maîtres Sonneurs finissent par regagner la plus contemporaine de ses inspirations. Roland Becker est à la fois un saxophoniste éprouvé de musiques traditionnelles et un sonneur de bombardé fasciné par le jazz. Cuneux mélange, mais si naturel puisqu'il le vit depuis son enfance !

Entre conservatoire et ripaille de sonneurs, Roland Becker compose, improvise, innove toujours, bouillant sans relâche dans le génie des Anisien.

La créativité de Roland Becker découle tout naturellement de ces deux mondes parallèles : modernisme et tradition s'entremêlent de façon cohérente. On comprend alors aisément comment cet authentique mélange est né.

Jouant avec précision entre le passé et l'avenir, Roland Becker ne se contente pas de déchiffrer de nouveaux paysages sonores, il les habite.

Roland Becker sur scène, c'est une musique plurielle, mouvante, entre l'écriture et le délire, entre hier et demain.

L'indéfinissable n'est-il pas fascinant ?

Etie emplec' actuelemet deus, saletariz e le traverse.

LE PREMIER MOTIER DE GALLO ! LE PREMIER DICTIONNAIRE DE GALLO !

Le gallo. Le gallo est la langue correspondant aux «patois» de Haute-Bretagne (Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Est des Côtes d'Armor et du Morbihan).

Depuis une vingtaine d'années, le gallo commence à faire parler de lui. A l'école, une initiation à cette langue est dispensée dans certains établissements du premier degré, sauf en Loire-Atlantique. Il existe une option facultative au baccalauréat depuis 1984. Fin 1993, la publication de *Sus l'enn*, le premier livre de Trifin en gallo a rencontré un large succès auprès de toutes les générations, rurales comme urbaines.

Le fruit d'un inventaire. Depuis environ un siècle et demi des «collecteurs» ont rassemblé du vocabulaire des parlers de Haute-Bretagne dans des glossaires. Certains en ont même publié un sur leur pays. L'association Bertaeyn Galeizz a rassemblé de tels documents, plus d'une centaine à ce jour constituant une base de données informatiques. C'est à partir de cette base qu'elle a pu travailler sur un dictionnaire.

Le premier. Jusqu'ici seuls des glossaires avaient été publiés. Ceux-ci cherchaient surtout à répertorier le vocabulaire offert au français. Soit le mot était inconnu au français, soit sa prononciation ou son sens différait.

C'est la première fois qu'un ouvrage rassemble du vocabulaire de base de tout le domaine gallophone dans le cadre d'une démarche de diffusion du gallo. De ce point de vue, ce dictionnaire est un véritable événement.

Un acte fondateur de la langue. A notre époque, pour qu'une forme linguistique soit reconnue comme une «langue», il est nécessaire que ses locuteurs puissent recourir à un dictionnaire, une grammaire, etc. Personne n'a attendu un dictionnaire pour parler gallo, loin de là ; mais aujourd'hui, pour qu'un jurpe le parle, il lui faut un genre d'outil. La publication de ce dictionnaire est un pas décisif pour le gallo.

Le contenu. Par l'entrée «galo-français» 2700 articles présentent chaque terme : la prononciation, la classe grammaticale, des synonymes en français, des exemples, des renvois vers d'autres termes en gallo et éventuellement une définition.

Par l'entrée «français-gallo», un simple index de 2500 mots renvoie à des synonymes en gallo.

Commande. Tarif : 130 F + 20 F (port). Commande accompagnée d'un chèque de 150 F à : Bertaeyn Galeizz, le bourg, 35160 LE VERGER.

Contact. Didier Auffray (99 07 45 22). Laisser un message au siège de l'association au 99 07 45 22.

Bertaeyn Galeizz en 1995

Fonctionnement. Bertaeyn Galeizz est une association à but non lucratif. Elle est dirigée par un Conseil d'Administration aujourd'hui composé d'once membres.

Etie emplec' actuelemet deus, saletariz e le traverse.

contrat Emploi-Solidarité, l'un affecté au secrétariat et l'autre à la base locale informatique du gallo.

Bertaeyn Galeizz travaille en réseau avec des associations locales, régionales ou interrégionales. Elle entretient notamment des contacts réguliers avec La Boule, Dastum (Centre de Musique Traditionnelle en Bretagne), l'Association pour l'Enseignement du Gallo (Institut Culturel de Bretagne et le Bureau Suppléant pour les Langues Moins Répandues).

L'association a actuellement son siège au Verger à titre provisoire. Elle est désormais à la recherche de locaux à Rennes ou dans le District.

Collecte-recherche. Depuis plusieurs années, l'association réalise une collecte des glossaires rassemblant du vocabulaire des parlers de Haute-Bretagne, publiés comme inédits.

Par ailleurs, une enquête est actuellement menée sur le nom gallo des communes de Haute-Bretagne ; elle devrait déboucher ultérieurement sur une carte en gallo de cette région.

Documentation. 1995 a vu l'achèvement d'une étape décisive de développement de la base de données lexicales du gallo. Celle-ci rassemble le contenu d'une centaine de glossaires publiés ou inédits réalisés depuis un siècle et demi. Cette étape a permis, en particulier, la conception d'un premier dictionnaire bilingue galo-français et français-gallo.

Une réalisation commune avec Dastum porte sur la création d'une base de données sur les savoirs naturalistes (ce qui se dit sur la faune et la flore dans la tradition orale). Cette base sera principalement destinée à tout chercheur souhaitant connaître l'ensemble des documents (écrits, sonores, iconographiques) sur ce sujet en Bretagne.

Enfin, la bibliothèque de l'association dispose désormais d'un catalogue informatique. Le fonds est constitué d'ouvrages sur le gallo, la linguistique et la Haute-Bretagne. Pour l'instant, l'absence de personnel permanent empêche toutefois une large consultation de ce fonds.

Formation. Un cours de gallo hebdomadaire de deux heures a été mis en place en octobre 1995 en collaboration avec Stel an Ennav, une école rennaise dispensant des cours du soir de breton.

Animation. Jusqu'ici négligée par Bertaeyn Galeizz, l'animation va être développée au cours de l'hiver 1995-1996. Il s'agira de veillées de contes en gallo et chants de Haute-Bretagne ; cette première série se déroulera en Côtes d'Armor. En 1996, de telles animations seront programmées dans le pays de Rennes et dans d'autres secteurs de Haute-Bretagne.

Édition. Deux projets ont abouti en 1995. Une anthologie des littératures en breton du domaine a été réalisée en collaboration avec d'autres associations travaillant sur le polyniv-santongais, le normand, le champenois, le normand, le picard et le wallon, toutes membres de la Fédération Française de Promotion des Langues O.C.

Par ailleurs, un dictionnaire bilingue galo-français et français-gallo vient de paraître. Il s'agit du premier dictionnaire de gallo ; en effet c'est la toute première fois qu'est édité un ouvrage rassemblant des termes de la vie quotidienne de l'ensemble de la Haute-Bretagne.

GOULENN EMEZLAN / DEMANDE D'ADHESION

Vous voulez participer à la lutte du peuple breton, adhérez à EMGANN !

Fellout a ra deoc'h kemer perzh e stourm hor pobl, deuit e-barzh EMGANN !

Anv / Nom _____ Micher / Mèter _____ Age / Oad _____

Chomlec'h / Adresse _____ Tél / Pellg _____

A remplir à votre convenance / Responit diouzh ho c'hoant
Da gas da / A envoyer à : EMGANN - BP 71 - 22202 Gwengamp Cedex

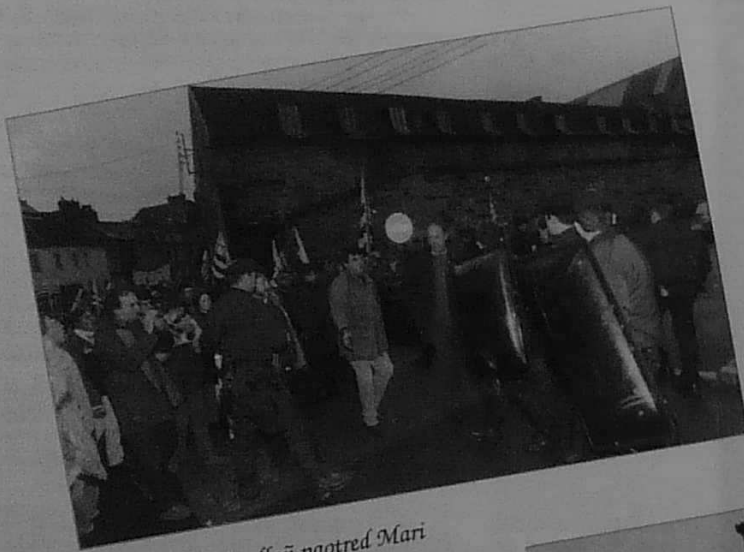
1 500 a dud e Montroulez



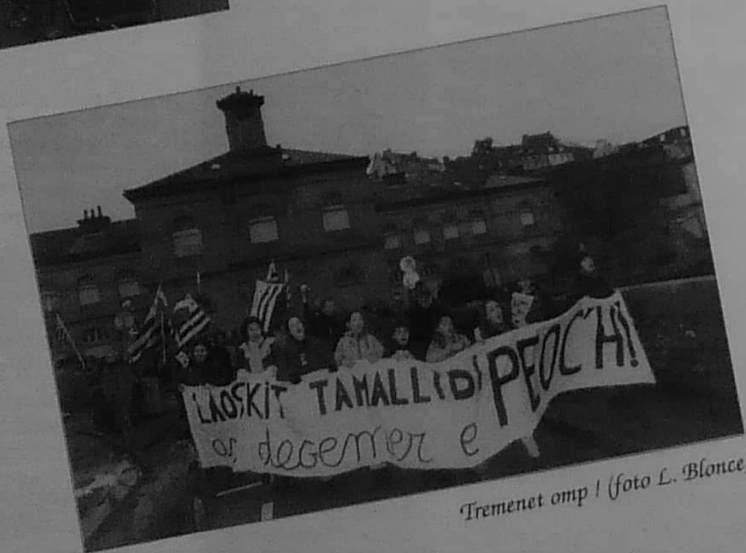
Ar vanifestadeg o tremen dirak ar «Manu» (foto L. Blonce)



Ar C.R.S.ed o virout ouzh ar vanifesterien da vont war raok
(foto L. Blonce)



Marius o strobinellañ paotred Mari
Robin gant e vombard
(foto L. Blonce)



Tremenet omp ! (foto L. Blonce)

evit ar gwir da zegemer

ADKOMANANT - KOMANANT ● Réabonnement - Abonnement

150 L ar bloaz (evit Breizh hag ar broioù sujet d'ar stad c'hall) 170 L e lec'h all - Skoazell : 200 L da vihanañ

Anv/Nom

Raganv/Prénom

Chomlec'h/Adresse

Da gas da/A envoyer à : EMGANN, BP 71 - 22202 GWENGAMP CEDEX

Notre fax : 96.44.09.24.